CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE TERREBONNE

No : 700-06-000004-095

(Chambre des actions collectives)
COUR SUPÉRIEURE

**LE COMITÉ DES CITOYENS POUR LA SAUVEGARDE DE NOTRE QUALITÉ DE VIE (VAL-DAVID)**

Demandeur

et

**CLAUDE NANTEL**
**JACQUES POWELL**
**RENÉ DEROUIN**

Membres désignés

c.

**PAUL BOUCHARD**
**LOCATION JEAN MILLER INC.**
**9262-9310 QUÉBEC INC. (EXCAVATION MILLER (2014))**
**JEAN MILLER alias JEANNOT MILLER**

Défendeurs

et

**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**

Mis en cause

**DEMANDE D'ORDONNANCES ET D'AUTRES CONCLUSIONS DÉCOULANT DU JUGEMENT SUR L'ACTION COLLECTIVE EN VUE DE SON EXÉCUTION ET DE FACILITER CELLE-CI**

(Art. 591, 599, 600, 601, et 657 C.p.c.)

**À L'HONORABLE DONALD BISSON, JUGE DE LA COUR SUPÉRIEURE SIÉGEANT DANS LE DISTRICT DE TERREBONNE, DÉSIGNÉ POUR ENTENDRE TOUTE LA PROCÉDURE RELATIVE À CETTE ACTION COLLECTIVE, LE DEMANDEUR EXPOSE RESPECTUEUSEMENT CE QUI SUIT :**

**Le jugement sur l'action collective**

1. Le 28 mai 2019, le tribunal a accueilli en partie la demande introductive d'instance modifiée, tel qu'il appert du dossier de la Cour;

2. Le paragraphe 701 du jugement sur l'action collective, ci-après reproduit, décrit le groupe visé par ce jugement :

> « [701] **MODIFIE** la description du groupe pour la suivante :
>
> > Toutes les personnes physiques résidant ou ayant résidé, entre le 6 mai 2006 et le 31 décembre 2013, à titre de propriétaire ou locataire, dans un immeuble situé sur un terrain en bordure de chaque côté de la Montée Gagnon, entre la Sablière Bouchard et le Chemin du 1er Rang de Doncaster, ayant les adresses civiques suivantes : 1041, 1044, 1050, 1070, 1111, 1270 à 1360, 1269 à 1353, 1411, 1412 à 1548, 1425 à 1485, 1539 à 1553 et 1554, Montée Gagnon, et le 3160 chemin du Pin de la municipalité du Village de Val-David. Toutes les personnes physiques résidant ou ayant résidé de façon régulière avec le propriétaire ou le locataire sont membres du groupe (les « Membres »).
> >
> > Les résidents de résidences secondaires, occupées seulement la fin de semaine, et ceux qui résident seulement les mois d'hiver sont exclus du groupe. »

3. Ce jugement lie tous les membres étant donné qu'aucun d'entre d'eux ne s'est exclu, tel qu'il appert du plumitif au dossier de la Cour, pièce **R-1**;

4. La Cour d'appel a rejeté les appels lors de l'audience tenue le 6 avril 2022, tel qu'il appert du dossier de la Cour;

5. La Cour suprême du Canada a rejeté les demandes d'autorisation d'appel le 16 mars 2023, tel qu'il appert du dossier de la Cour;

**L'ordonnance de publication d'un avis indiquant la teneur du jugement sur l'action collective (Art. 591, al. 2 C.p.c.)**

6. Le demandeur (ci-après appelé le « **Comité** ») demande d'ordonner la publication d'un avis indiquant la teneur du jugement sur l'action collective, étant donné que celui-ci est passé en force de chose jugée;

7. À cet effet, le Comité recherche une ordonnance prononcée d'après le contenu du protocole de publication communiqué comme pièce **R-2;**

8. *L'Information du Nord* et le *Journal Ski-de-dit* sont distribués sur le territoire de la municipalité du Village de Val-David, tel qu'énoncé au protocole de publication;

9. Il demande que ces publications puissent être faites au plus tard le 8 avril 2024 ou à toute autre date que le tribunal déterminera;

***

10. Les frais de publication sont à être déterminés;

11. Le Comité demande que les frais de publication fassent partie des frais de justice, étant donné la conclusion déjà rendue au paragraphe 706 du jugement, ci-après reproduit :

    « [706] **LE TOUT**, avec frais de justice. »;

12. Le Comité demande que les frais de publication soient payés par les défendeurs dans les 15 jours de la présentation des pièces justificatives;

**L'ordonnance de notification de l'avis aux membres connus (Art. 591, al. 2 C.p.c.)**

13. Le Comité demande au tribunal de lui ordonner la notification de ce même avis aux membres connus;

14. À cet effet, la liste des membres connus par le Comité est communiquée comme pièce **R-3**;

15. Le Comité demande au tribunal de permettre les modes de notification suivants : en mains propres, par la poste, par la remise d'un document, ou par un moyen technologique, soit le courriel;

**Les questions qui restent à déterminer pour décider des réclamations individuelles des membres (Art. 599, al.1 C.p.c.)**

16. Le Comité demande de déterminer les questions qui restent à déterminer pour décider des réclamations individuelles des membres;

17. À cet effet, il propose les questions suivantes :

    a. À quelle adresse le membre a-t-il résidé?

    b. À quelle période a-t-il résidé à cette adresse?

    c. S'agit-il d'une résidence secondaire qui était occupée seulement la fin de semaine ou seulement les mois d'hiver?

    d. Le membre qui résidait à cette adresse travaillait-il à l'extérieur les jours de semaines?

    e. Quel est le montant que les défendeurs Paul Bouchard, Location Jean Miller inc., 9262-9310 Québec inc. et Jean Miller doivent-ils payer à chaque réclamant dans le cadre de la condamnation solidaire rendue contre eux au paragraphe 702 du jugement sur l'action collective?

f. Quel est le montant que les défendeurs Location Jean Miller inc., 9262-9310 Québec inc. et Jean Miller doivent-il payer à chaque réclamant dans le cadre de la condamnation solidaire prononcée contre eux au paragraphe 703 du jugement sur l'action collective?

**Le contenu de l'avis aux membres (Art. 599 C.p.c.)**

18. Le Comité demande de préciser le contenu de l'avis aux membres, d'après le projet d'avis communiqué comme pièce **R-4**;

19. Il demande d'indiquer dans cet avis la date limite à laquelle les membres devront produire leur réclamation au greffe à une date à déterminer par le tribunal;

**Le greffe du district judiciaire de Terrebonne (Art. 599, al. 2 C.p.c.)**

20. Le Comité demande que les membres produisent leur réclamation au greffe du district de Terrebonne, tel qu'il appert au dossier de la Cour;

21. Il s'agit du district dans lequel l'action collective a été entendue;

22. Pour ce motif, le Comité soumet qu'il n'y a pas lieu d'indiquer un autre district;

**L'ordonnance au greffier spécial de décider de la réclamation de chaque membre (Art. 600 C.p.c.)**

23. Le Comité demande d'ordonner au greffier spécial de décider la réclamation de chaque membre;

24. L'estimation du nombre de réclamations susceptibles d'être produites, soit une centaine et la simplicité des questions permettant de décider de ces réclamations justifient selon le Comité que le greffier spécial en décide;

**L'établissement de modalités permettant au greffier spécial de décider d'une réclamation (Art. 600 C.p.c.)**

25. Le paragraphe 704 du jugement indique ce qui suit :

> « [704] **DÉCLARE** que les Membres auront le droit de présenter des réclamations individuelles, pour les dommages accordés, selon les modalités à être établies par la Cour sur demande de la demanderesse lorsque ce jugement deviendra final; »

26. Le Comité soumet donc des modalités permettant au greffier spécial de décider d'une réclamation;

27. Le greffier spécial devrait ainsi transmettre chacune des réclamations aux avocats du Comité, ainsi qu'à ceux des défendeurs et du Fonds d'aide aux actions collectives (ci-après appelé le « **FAAC** »), dans les trente jours suivant la production de celle-ci au greffe;

28. Les défendeurs devraient alors avoir droit à un délai de quinze jours pour faire valoir par écrit tout moyen préliminaire au sens de l'art. 601 C.p.c., notifier cet écrit aux avocats des autres parties et le produire au greffe;

29. Le réclamant ainsi que les avocats du Comité auront alors 15 jours pour transmettre leurs observations par écrit ou pièces additionnelles suivant le moyen préliminaire;

30. Le greffier spécial devrait pouvoir décider de tout moyen préliminaire ainsi que de la réclamation sur le vu du dossier dans un délai de trente jours suivant l'expiration du délai accordé au réclamant et aux autres parties;

31. En tout temps avant qu'une décision ne soit rendue sur une réclamation, le greffier spécial devrait pouvoir déférer la réclamation au tribunal;

***

32. Le Comité soumet au tribunal que le greffier spécial devrait aussi calculer pour chaque réclamation les honoraires dus aux avocats du Comité dans la mesure fixée par le tribunal;

33. Il en va de même pour tout pourcentage que le FAAC est en droit de prélever en vertu de l'article 42 de la *Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives* et de l'article 1(3) a), b) et c) du *Règlement sur le pourcentage prélevé par le Fonds d'aide aux actions collectives*;

***

34. Le Comité soumet également au tribunal un classeur en format Excel – communiqué dans sa version imprimée comme pièce **R-5** - que le greffier spécial pourra consulter et/ ou utiliser lorsqu'il décidera d'une réclamation;

**La détermination de modes spéciaux de preuve et de procédure (Art. 600 C.p.c.)**

35. Le Comité demande au tribunal de déterminer des modes spéciaux de preuve et de procédure afin de permettre aux réclamants de produire leurs réclamations au greffe;

36. Il demande plus précisément que les réclamant puissent produire leur réclamation au moyen du projet de formulaire communiqué comme pièce **R-6**;

37. Le Comité soumet qu'un tel formulaire devrait faciliter la preuve d'une réclamation;

38. À cet effet, le lieu de la résidence d'un membre est un fait dont la preuve peut être faite par témoignage, notamment par déclaration écrite, ou par présomption comme celle contenue à l'article 80 C.c.Q.;

39. Par conséquent, la durée d'un lieu de résidence devrait aussi pouvoir être prouvée selon les mêmes moyens de preuve;

40. « Travailler ou non à l'extérieur de la résidence les jours de semaine » est également un fait dont la preuve peut être faite par témoignage et notamment par déclaration écrite;

41. Par conséquent, la période - pendant laquelle un membre a travaillé ou non à l'extérieur de la résidence les jours de semaine - devrait pouvoir être prouvée par témoignage;

42. Le même raisonnement s'appliquerait pour les questions liées aux fins de semaine et aux résidences d'hivers;

**Les ordonnances propres à faciliter l'exécution d'une décision du greffier spécial (Art. 657 C.p.c.)**

43. Le Comité demande au tribunal d'ordonner aux défendeurs de payer directement aux avocats du Comité les honoraires auxquels ils ont droit pour chaque réclamation liquidée, dans un délai de trente jours suivant la décision du greffier spécial;

44. Le Comité demande également au tribunal d'ordonner aux défendeurs de payer directement au FAAC, le pourcentage que celui-ci est en droit de prélever sur chaque réclamation liquidée, dans un délai de trente jours suivants la décision du greffier spécial;

45. Le Comité demande finalement au tribunal d'ordonner aux défendeurs de payer directement au réclamant la somme de la réclamation liquidée, déductions faites des honoraires des avocats du Comité et du pourcentage payé au FAAC;

**Le rapport subséquent à la clôture de la période de réclamation**

46. Le Comité demande au tribunal de convoquer les parties dans les six mois suivants l'année de la publication de l'avis aux membres, afin de lui présenter un rapport commun sur les réclamations liquidées ainsi que les paiements aux réclamants, aux avocats du Comité et au Fonds d'aide aux actions collectives;

47. Finalement, en cas d'exécution forcée des décisions rendues sur les réclamations individuelles, le Comité demande au tribunal de prendre acte de son engagement à demander la tenue d'une conférence présidée par le tribunal;

**POUR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL :**

**ACCUEILLIR** la présente demande;

**ORDONNER** aux défendeurs de publier de l'avis requis par l'article 591 C.p.c. selon le protocole, pièce **R-2**;

**INDIQUER** dans cet avis la date limite à laquelle les membres devront produire leur réclamation au greffe, soit à une date à déterminer par celui-ci;

**ORDONNER** au demandeur de publier cet avis au plus tard à la date que le tribunal déterminera;

**ORDONNER** au demandeur de notification de ce même avis et formulaire aux membres connus énumérés dans la pièce R-3;

**ORDONNER** au demandeur de notifier cet avis au plus tard à la date que le tribunal déterminera;

**ORDONNER** aux défendeurs de payer les frais liés à la publication et notification de l'avis aux membres aux avocats du demandeur dans les 15 jours de la présentation des pièces justificatives;

**DÉTERMINER** que les questions qui restent à déterminer pour décider des réclamations individuelles sont :

a. À quelle adresse le membre a-t-il résidé?

b. À quelle période a-t-il résidé à cette adresse?

c. S'agit-il d'une résidence secondaire qui était occupée seulement la fin de semaine ou seulement les mois d'hiver?

d. Le membre qui résidait à cette adresse travaillait-il à l'extérieur les jours de semaines?

e. Quel est le montant que les défendeurs Paul Bouchard, Location Jean Miller inc., 9262-9310 Québec inc. et Jean Miller doivent-ils payer à chaque réclamant dans le cadre de la condamnation solidaire rendue contre eux au paragraphe 702 du jugement sur l'action collective?

f. Quel est le montant que les défendeurs Location Jean Miller inc., 9262-9310 Québec inc. et Jean Miller doivent-il payer à chaque réclamant dans le cadre de la condamnation solidaire prononcée contre eux au paragraphe 703 du jugement sur l'action collective?

**PRÉCISER** que le contenu de l'avis à oublier et notifier sera celui du projet d'avis, pièce R-4;

**INDIQUER** dans cet avis la date limite à laquelle les membres devront produire leur réclamation au greffe soit la date à être déterminer par le tribunal;

**INDIQUER** que le greffe où produire les réclamations des membres sera celui du district judiciaire de Terrebonne;

**ORDONNER** au greffier spécial de décider la réclamation de chaque membre;

**ÉTABLIR** les modalités suivantes permettant de décider de la réclamation de chacun des membres, soit :

a) Le greffier spécial transmettra chacune des réclamations aux avocats du demandeur ainsi qu'à ceux des défendeurs et du mis en cause Fonds d'aide aux actions collectives, dans les trente jours suivant la production de celle-ci au greffe;

b) Les défendeurs auront droit à un délai de quinze jours pour faire valoir par écrit tout moyen préliminaire au sens de l'art.

601 C.p.c., notifier cet écrit au réclamant ainsi qu'aux avocats des autres parties et le produire au greffe;

c) Le réclamant ainsi que les avocats des autres parties auront alors 15 jours pour transmettre leurs observations par écrit ou pièces additionnelles suivant le moyen préliminaire;

d) Le greffier spécial pourra décider de tout moyen préliminaire ainsi que de la réclamation sur le vu du dossier dans un délai de trente jours suivant l'expiration du délai accordé au réclamant et aux avocats des autres parties;

e) En tout temps avant qu'une décision ne soit rendue sur une réclamation, le greffier spécial pourra déférer la réclamation au tribunal;

f) Le greffier spécial devra calculer pour chaque réclamation les honoraires dus aux avocats du demandeur dans la mesure fixée par le tribunal;

g) Le greffier spécial devra calculer tout pourcentage que le mis en cause Fonds d'aide aux actions collectives est en droit de prélever en vertu de l'article 42 de la *Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives* et de l'article 1(3) a), b) et c) du *Règlement sur le pourcentage prélevé par le Fonds d'aide aux actions collectives*;

h) Le greffier spécial pourra consulter et/ ou utiliser le classeur en format Excel, pièce R-5, lorsqu'il décidera d'une réclamation;

**DÉTERMINER** à titre de modes spéciaux de preuve et de procédure que les réclamations individuelles devront être produite au moyen du formulaire, pièce R-6;

**ORDONNER** aux défendeurs de payer directement aux avocats du demandeur les honoraires auxquels ils ont droit pour chaque réclamation liquidée, dans un délai de trente jours suivants la décision du greffier spécial

**ORDONNER** aux défendeurs de payer directement au mis en cause Fonds d'aide aux actions collectives, le pourcentage que celui-ci est en droit de prélever sur chaque réclamation liquidée, dans un délai de trente jours suivants la décision du greffier spécial;

**ORDONNER** aux défendeurs de payer directement au réclamant la somme de la réclamation liquidée, déductions faites des honoraires des avocats du demandeur et du pourcentage payé au mis en cause Fonds d'aide aux actions collectives;

**CONVOQUER** les parties dans les six mois suivants l'année de la publication de l'avis aux membres, afin de présenter au tribunal un rapport commun sur les réclamations liquidées ainsi que les paiements aux

réclamants, aux avocats du demandeur et au mis en cause Fonds d'aide aux actions collective;

**PRENDRE ACTE** de l'engagement du demandeur à demander la tenue d'une conférence présidée par le tribunal en cas de nécessité d'exécution forcée des décisions rendues sur les réclamations individuelles;

**LE TOUT** sans frais sauf en cas de contestation.

Montréal, le 11 mars 2024

BMMD avocats s.e.n.c.r.l.

**BMMD Avocats S.E.N.C.R.L.**
**Avocats du demandeur**
Me Benoit Marion
bmarion@bmavocats.ca
Me Myriam Donato
mdonato@bmavocats.ca
1170, place du Frère-André, bureau 200
Montréal (Québec) H3B 3C6
Téléphone : 514 418-8233
Télécopieur : 514 418-8234

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE TERREBONNE

No : 700-06-000004-095

(Chambre des actions collectives)
COUR SUPÉRIEURE

**LE COMITÉ DES CITOYENS POUR LA SAUVEGARDE DE NOTRE QUALITÉ DE VIE (VAL-DAVID)**

Demandeur

et

**CLAUDE NANTEL**
**JACQUES POWELL**
**RENÉ DEROUIN**

Membres désignés

c.

**PAUL BOUCHARD**
**LOCATION JEAN MILLER INC.**
**9262-9310 QUÉBEC INC. (EXCAVATION MILLER (2014))**
**JEAN MILLER alias JEANNOT MILLER**

Défendeurs

et

**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**

Mis en cause

## AVIS DE PRÉSENTATION

**À :** Me Jean-François Goulet : jfgoulet@gouletbriere.com
Me Jean-François Brière : jfbriere@gouletbriere.com
**GOULET BRIÈRE s.n**
1241 boul. Dagenais Ouest
Laval (Québec) H7L 0A5
Téléphone : (514) 360-1380, poste 203
Télécopieur : (450) 975-8171
Avocats des défendeurs

Notification **:** faac.notifications@justice.gouv.qc.ca
**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**
Palais de justice de Montréal
1, rue Notre-Dame Est, bureau 10.30
Montréal (Québec) H2Y 1B6
Tél. : 514-393-2087

**PRENEZ AVIS** que la présente DEMANDE D'ORDONNANCES ET D'AUTRES CONCLUSIONS DÉCOULANT DU JUGEMENT SUR L'ACTION COLLECTIVE EN VUE DE SON EXÉCUTION ET DE FACILITER CELLE-CI sera présentée à l'Honorable Donald Bisson, J.C.S., au Palais de justice de Saint-Jérôme situé au 25 rue de Martigny O, Saint-Jérôme (J7Y 4Z11), dans une salle, une date et une heure à être déterminées.

Montréal le 11 mars 2024

BMMD avocats s.e.n.c.r.l.

BMMD avocats s.e.n.c.r.l.
Avocats du demandeur

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE TERREBONNE

No : 700-06-000004-095

(Chambre des actions collectives)
COUR SUPÉRIEURE

**LE COMITÉ DES CITOYENS POUR LA SAUVEGARDE DE NOTRE QUALITÉ DE VIE (VAL-DAVID)**

Demandeur

et

**CLAUDE NANTEL**
**JACQUES POWELL**
**RENÉ DEROUIN**

Membres désignés

c.

**PAUL BOUCHARD**
**LOCATION JEAN MILLER INC.**
**9262-9310 QUÉBEC INC. (EXCAVATION MILLER (2014))**
**JEAN MILLER alias JEANNOT MILLER**

Défendeurs

et

**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**

Mis en cause

## LISTE DES PIÈCES DU DEMANDEUR

| | |
|---|---|
| **PIÈCE R-1** | Plumitif du dossier |
| **PIÈCE R-2** | Protocole de publication |
| **PIÈCE R-3** | Liste des membres connus |
| **PIÈCE R-4** | Avis aux membres (projet) |
| **PIÈCE R-5** | Classeur en format Excel (grille de calcul) (version imprimée) |
| **PIÈCE R-6** | Formulaire de réclamation (projet) |

Montréal, le 11 mars 2024

BMMD avocats s.e.n.c.r.l.

**BMMD Avocats S.E.N.C.R.L.**
**Avocats du demandeur**
Me Benoit Marion
bmarion@bmavocats.ca
Me Myriam Donato
mdonato@bmavocats.ca
1170, place du Frère-André, bureau 200
Montréal (Québec) H3B 3C6
Téléphone : 514 418-8233
Télécopieur : 514 418-8234

# PIÈCE R-1

DEM: BOUCHARD 1G PAUL ET AL

AVO: BEAUREGARD AVOCATS S E N C R L

DEF: BOUCHARD PAUL ET AL

AVO: GOULET BRIERE S N

NAT. AUTORISE RECOURS COLLECTIF $0,00

| J M A NO | | ULTERIEUR |
|---|---|---|
| 500-09-028461-192 | | |
| 03-03-2023 260 | COPIE DE | |
| | DECISION 24 01 2023 | FONDS AIDE ACTIONS COLLECTIVES |
| 29-06-2022 259 | SUBSTITUTION AVOCAT | |
| | GOULET BRIERE S N | BOUCHARD PAUL |
| 13-04-2022 258 | COPIE DE | MOTIFS ARRET 6 04 2022 |
| | 500 09 028461 192 | 500 09 028459 196 |
| 07-04-2022 257 | COPIE DE | PV & ARRET 6 04 2022 |
| | 500 09 28459/28461 192 | REJETTE L APPEL |
| 13-04-2022 256 | MOTIFS DU JUGEMENT | DUTIL JULIE |
| | 500 09 028459 196 | 06-04-2022 |
| | 500 09 028461 192 | |
| 04-08-2021 255 | SUBSTITUTION AVOCAT | MARION BENOIT |
| | COMITE CITOYENS SAUVEGARDE QUA LITE VIE VAL DAVID | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

SUITE:IP1

OU

FP8

PLUMITIF CIVIL INVERSE

04-03-2024 700-06-000004-095 PAGE 2

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 16-07-2019 | 254 | D CLARATION D'APPEL | 500-09-028461-192 |
| | | DE PAUL BOUCHARD | |
| | 253 | D CLARATION D'APPEL | 500-09-028459-196 |
| | | DE LOC JEAN MILLER & ALS | |
| 20-06-2019 | 252 | AVIS DE JUGEMENT | 28-05-2019 |
| 28-05-2019 | 251 | JUGEMENT REQ/DEM | /DEM INTRO MODIF 4 12 18 |
| | | MAYER PAUL | ACC. EN PARTIE |
| | | REJETTE-C- INTACT COMPAGNIE | 28-05-2019 |
| | | & ACC EN PARTIE | |
| | 250 | AVIS DE COMMUNICATION | PI CE |
| | | SLYTHE BENOIT | ADD D13 A 18-5/DU 301018 |
| | 249 | MISE EN DEMEURE AUTHENTICIT | |
| | | SLYTHE BENOIT | D13 A D18-5/DU 30 10 18 |
| | 248 | CITATION COMPARA TRE | |
| | | GABRIEL MORENCY PARENT 20JRS | 05-11-2018 |
| | | DU 29 10 2018 | |
| | 247 | CITATION COMPARA TRE | |
| | | SYLVAIN CLOUTIER 20 JRS | 05-11-2018 |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

SUITE:IP1

OU

| J | M | A | NO | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 28 | 05 | 2019 | 247 | CITATION COMPARA TRE | | |
| | | | | SYLVAIN CLOUTIER 20 JRS | 05-11-2018 | |
| | | | | DU 29 10 2018 | | |
| | | | 246 | CITATION COMPARA TRE | | |
| | | | | PATRICE DUBE 20 JRS | 05-11-2018 | |
| | | | | DU 29 10 2018 | | |
| | | | 245 | CITATION COMPARA TRE | | |
| | | | | N LESAGE DIR URB VAL DAVID | 05-11-2018 | |
| | | | | 20JRS/DU 25 10 2018 | | |
| | | | 244 | D CLARATION SOUS SERMENT | | |
| | | | | ME BENOIT SLYTHE | ART 264 CPC | |
| | | | 243 | MISE EN DEMEURE AUTHENTICIT | | |
| | | | | SLYTHE BENOIT | D1 A D12 /DU 24 10 2018 | |
| | | | 242 | CITATION COMPARA TRE | | |
| | | | | MICHEL AMYOT 20 JRS | 05-11-2018 | |
| | | | | DU 24 10 2018 | | |
| | | | 241 | CITATION COMPARA TRE | | |
| | | | | ROBERT LOCKHEAD 20 JRS | 05-11-2018 | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 28-05-2019 | 241 | CITATION COMPARA TRE | |
| | | ROBERT LOCKHEAD 20 JRS | 05-11-2018 |
| | | DU 24 10 2018 | |
| | 240 | CITATION COMPARA TRE | |
| | | TAMMY MILLER/20 JRS | 05-11-2018 |
| | | DU 24 10 2018 | |
| | 239 | PI CES | |
| | | P72 | DEPOSEE 20 11 2018 |
| | 238 | DEM INTRO. D'INSTANCE (SIGN) | |
| | | MODIFI E | DU 19 11 2018 |
| | 237 | PI CES | |
| | | DI (2) | DEPOSE 14 11 2018 |
| | 236 | MODE SIGN/NOTI | |
| | | ABREGER DELAIS SIGNIF | JULIEN NATHALIE |
| | | SYLVAIN CLOUTIER | 13-11-2018 |
| | | CITATION A COMPARAITRE | |

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 28-05-2019 | 235 | MODE SIGN/NOTI | |
| | | ABREGER DELAIS SIGNIF | JULIEN NATHALIE |
| | | PATRICE DUBE | 13-11-2018 |
| | | CITATION A COMPARAITRE | |
| | 234 | PI CES | |
| | | P18 A | DEPOSE 7 11 2018 |
| | 233 | HORAIRE DES TEMOINS | PREUVE EN DEMANDE |
| | | SEM 5 AU 8 NOV 2018 | |
| | 232 | CITATION COMPARA TRE | |
| | | STEPHANE DESJARDINS BMR | 05-11-2018 |
| | | 20 JRS | |
| | 231 | PI CES | |
| | | D13 A D18-5 ET LISTE | SUR CLE USB |
| | 230 | PI CES | |
| | | D1 A D8 ET LISTE/CAHIER | DU 5 06 2014 |
| 17-12-2018 | 229 | PI CES | |
| | | EXTRAIT PV ASSEMBLEE | CONSEIL ADM 26AU28 NOV 18 |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 14-12-2018 | 228 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | D LIB R | MAYER PAUL |
| | | 14-12-2018 | |
| | 228 | PROCES-VERBAL FOND | AMENDEMENT DE ME BEAUREGAR |
| | | MAYER PAUL | 14-12-2018 |
| | | CONCL DEFENSE | |
| | 227 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | DEM VERB PROD AFF & DEF | MAYER PAUL |
| | | REJETEE | 14-12-2018 |
| | | /226 | |
| | 226 | DEMANDE EN COUR D'INSTANCE | |
| | | PROD AFFIDAVIT & DEFENSE | VERBALE DE ME SLYTHE |
| 13-12-2018 | 225 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 14-12-2018 | |
| 12-12-2018 | 224 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 13-12-2018 | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 11-12-2018 | 223 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 12-12-2018 | |
| 06-12-2018 | 222 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 11-12-2018 | |
| | 221 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | DEM VERB PROD DECL SS SRMT | MAYER PAUL |
| | | ACCORDEE | 06-12-2018 |
| | | /214 | |
| | 220 | PI CES | |
| | | P95,D81(PB)@D91(PB) | (VOIR PV) |
| 05-12-2018 | 219 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 06-12-2018 | |
| | 218 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | DEM VERB EXCLURE TEMOIN | MAYER PAUL |
| | | ACCORDEE | 05-12-2018 |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 05-12-2018 | 218 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | DEM VERB EXCLURE TEMOIN | MAYER PAUL |
| | | ACCORDEE | 05-12-2018 |
| | | /217 | |
| | 217 | DEMANDE EN COUR D'INSTANCE | |
| | | EXCLURE TEMOIN | VERBALE DE ME MARION |
| | 216 | PI CES | D70@D79,P93@P94 (PB) |
| | | D70@D79, | CPLT D21,D26@D28 VOIR PV |
| 04-12-2018 | 215 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 05-12-2018 | |
| | 214 | DEMANDE EN COUR D'INSTANCE | |
| | | PROD DECL SOUS SERMENT | VERBALE DE ME MARION |
| | 213 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | DEM VERB PROD TRANSC INTER | MAYER PAUL |
| | | ACCORDEE | 04-12-2018 |
| | | /212 | |

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 04-12-2018 | 212 | DEMANDE EN COUR D'INSTANCE | |
| | | PROD TRANSC INTERRO | VERB DE ME MARION |
| | 211 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | DEM VERB DEP DEM INTRO MOD | MAYER PAUL |
| | | ACCORDEE | 04-12-2018 |
| | | /203 | |
| | 210 | PI CES | |
| | | D15.4@D15.5,D18,P73@P92 | (VOIR PV) |
| | 209 | PI CES | D16.8,D16.13,D16.22,D16.27 |
| | | D16.33@D16.35,D16.37,D16.41 | D17.9,D14,D22(VOIR PV) |
| 22-11-2018 | 208 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 04-12-2018 | |
| | 207 | PI CES | |
| | | D16(26A,39A),D18.6@D18.8 | (VOIR PV) |
| 21-11-2018 | 206 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 22-11-2018 | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 21-11-2018 | 205 | PI CES | |
| | | D68(PB),D19@D25,D16(24A) | (VOIR PV) |
| 20-11-2018 | 204 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 21-11-2018 | |
| | 203 | DEMANDE EN COUR D'INSTANCE | |
| | | DEPOT DEM INTRO MODIFIEE | VERB DE ME MARION |
| | 202 | PI CES | |
| | | P70@P71 & D57@D67 (PB) | (VOIR PV) |
| 19-11-2018 | 201 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 20-11-2018 | |
| | 200 | PI CES | |
| | | D54@D56 (PB) | (VOIR PV) |
| 16-11-2018 | 199 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 19-11-2018 | |

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 16-11-2018 | 198 | PI CES | |
| | | P66@P69B & D38@D53(PB) | (VOIR PV) |
| 15-11-2018 | 197 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 16-11-2018 | |
| | 196 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | DEM VERB EXCLURE TEMOINS | MAYER PAUL |
| | | ACCORDEE | 15-11-2018 |
| | | /195 | |
| | 195 | DEMANDE EN COUR D'INSTANCE | |
| | | EXCLURE TEMOINS | VERBALE DE ME BEAUREGARD |
| | 194 | PI CES | |
| | | P62 A P65 & D29@D37(PB) | & D11 VOIR PV |
| 14-11-2018 | 193 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 15-11-2018 | |
| | 192 | PI CES | |
| | | DI1&2, P60@P61 & D24@D28(PB) | (VOIR PV) |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 13-11-2018 | 191 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 14-11-2018 | |
| | 190 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | DEM VERB PROD DOCS | MAYER PAUL |
| | | ACCORDEE | 13-11-2018 |
| | | /189 | |
| | 189 | DEMANDE EN COUR D'INSTANCE | |
| | | PRODUIRE DOCUMENTS | VERBALE DE ME PASQUIN |
| | 188 | PI CES | |
| | | D20@D23(PB) & P59 | (VOIR PV) |
| 08-11-2018 | 187 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 13-11-2018 | |
| 07-11-2018 | 186 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 08-11-2018 | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | | |
|---|---|---|---|---|
| 07-11-2018 | 185 | JUGEMENT D'OFFICE | PREND ACTE ENGAGEMENT | |
| | | MAYER PAUL | 07-11-2018 | |
| | | FOURNIR DOCUMENTS | | |
| | 184 | PI CES | | |
| | | P57@P58 & D18 A D19 (PB) | (VOIR PV) | |
| 06-11-2018 | 183 | PROCES-VERBAL FOND | | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL | |
| | | 07-11-2018 | | |
| | 182 | JUGEMENT REQ/DEM | | |
| | | DEM VERB EXCLURE TEMOINS | MAYER PAUL | |
| | | ACCORDEE | 06-11-2018 | |
| | | /181 | | |
| | 181 | DEMANDE EN COUR D'INSTANCE | | |
| | | EXCLURE TEMOINS | VERBALE DE ME MARION | |
| | 180 | PI CES | | |
| | | D11A@D17A(PB) & P56 | (VOIR PV) | |
| 05-11-2018 | 179 | PROCES-VERBAL FOND | | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 05-11-2018 | 179 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU E | MAYER PAUL |
| | | 06-11-2018 | |
| | 178 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | DEM VERB EXCLURE TEMOIN | MAYER PAUL |
| | | ACCORDEE | 05-11-2018 |
| | | /177 | |
| | 177 | DEMANDE EN COUR D'INSTANCE | |
| | | EXCLURE TEMOIN | VERBALE DE ME MARION |
| | 176 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | DEM VERB VISITER LIEUX | MAYER PAUL |
| | | ACCORDEE | 05-11-2018 |
| | | /175 | |
| | 175 | DEMANDE EN COUR D'INSTANCE | |
| | | PROCEDER VISITE DES LIEUX | VERBALE DE ME BEAUREGARD |
| | 174 | PI CES | P1@P53,D1@D18.5,PG1@PG22 |
| | | P54 A P55 | D1(PB)@D11(PB) (VOIR PV) |

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 13-12-2018 | 173 | DEM INTRO. D'INSTANCE (SIGN) | |
| | | | MODIFI E |
| 17-12-2018 | 172 | D CLARATION SOUS SERMENT | |
| | | ME BENOIT MARION | ART 264 AL 3 CPC |
| | 171 | MISE EN DEMEURE AUTHENTICIT | |
| | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | P1 A P53 |
| | 170 | PI CES | D9@D12,D1@D12 & LISTE AMENDEE |
| | 169 | AVIS DE COMMUNICATION | PI CE |
| | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | ADD/P32 A P34/PROD |
| | 168 | PI CES | LJM1 A LJM9 ET LISTE |
| | 167 | PI CES | |
| | | P1 A P10 ET LISTE | 2 CAHIERS |
| 12-12-2018 | 166 | EXTRAIT PV ASSEMBLEE | |
| | | DU 26/27/28 11 2018 | |
| 22-11-2018 | 165 | AVIS SELON ARTICLES DE LOIS | 2870 CCQ |
| | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | P20 |
| 19-11-2018 | 164 | CITATION COMPARA TRE | |
| | | YVAN MONETTE | 21-11-2018 |

| J M A | NO | | | |
|---|---|---|---|---|
| 19-11-2018 | 164 | CITATION COMPARA TRE | | |
| | | YVAN MONETTE | 21-11-2018 | |
| | | SALLE RC14 A 9H00 | | |
| | 163 | MODE SIGN/NOTI | | |
| | | ABREGER DELAI SIGNIF | RAYMOND GENEVIEVE | |
| | | YVAN MONETTE | 19-11-2018 | |
| | | CITATION A COMPARAITRE | | |
| 12-11-2018 | 162 | D CLARATION SOUS SERMENT | | |
| | | ME SEBASTIEN POIRIER | ART 264 CPC | |
| 09-11-2018 | 161 | MODE SIGN/NOTI | | |
| | | REDUIRE DELAI SIGNIF | CHALLAL SAMIRA | |
| | | MARYSE LAPOINTE | 09-11-2018 | |
| | | CITA A COMPARAITRE | | |
| 05-11-2018 | 160 | D CLARATION SOUS SERMENT | | |
| | | ME SEBASTIEN POIRIER | ART 264 CPC | |
| 01-11-2018 | 159 | MODE SIGN/NOTI | | |
| | | REDUIT DELAI NOTIF | FOURNIER GHYSLAINE | |
| | | JC COTTON,P NANTEL,E LEGAULT | 01-11-2018 | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 01-11-2018 | 159 | MODE SIGN/NOTI | |
| | | REDUIT DELAI NOTIF | FOURNIER GHYSLAINE |
| | | JC COTTON,P NANTEL,E LEGAULT | 01-11-2018 |
| | | J MILLER/CITATION A COMP | |
| 30-10-2018 | 158 | D CLARATION SOUS SERMENT | |
| | | ME BENOIT MARION | ART 264 3 ALINEA 3 CPC |
| 29-10-2018 | 157 | MISE EN DEMEURE AUTHENTICIT | |
| | | BEAUREGARD AVOCATS S E N C R L | PG1 A PG22 |
| 26-10-2018 | 156 | MISE EN DEMEURE AUTHENTICIT | |
| | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | P1 A P53 |
| 24-10-2018 | 155 | PI CES | P1@P35,P39@P53 & LISTE |
| | 154 | AVIS DE COMMUNICATION | PI CE |
| | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | ADD/P42 A P53 |
| 10-10-2018 | 153 | MISE EN DEMEURE AUTHENTICIT | |
| | | BEAUREGARD AVOCATS S E N C R L | D1(PB,D4(PB) A D11(PB) |
| 25-09-2018 | 152 | PI CES | |
| | | P35,P39 A P41 | & LISTE MODIFIEE P1 A P41 |

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 25-09-2018 | 151 | DEM INTRO. D'INSTANCE (SIGN) | |
| | | MODIFI E | AUX PROCUREURS |
| | | 20-09-2018 | |
| 18-09-2018 | 150 | PI CES | P35 A P38 ET LISTE |
| | 149 | COPIE DE | |
| | | DEM INTRO MODIFIEE | NON SIGNEE |
| | 148 P | REQ/DEM AUTORISATION | RENONCER STATUT REPR & |
| | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | JEAN LANGEVIN |
| | | SALLE B101 A 9H30 | 18-09-2018 |
| | | MOD DEM INTRO AMEND/SS DATE | |
| 20-09-2018 | 147 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | AUTO RENONCER STATUT REPR | MAYER PAUL |
| | | ACCORDEE | 20-09-2018 |
| | | AUTO MODIF DEM INTRO AMENDEE | |
| | 146 | PROC S-VERBAL DE GESTION | |
| | | | MAYER PAUL |

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 07-09-2018 | 145 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | ORDO PREUVE SERVE DOSSIER | MAYER PAUL |
| | | ACCORDEE | 07-09-2018 |
| | | 700-17-013728-166 | |
| | 145 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | DEM JONCTION INST | MAYER PAUL |
| | | ACCORDEE | 07-09-2018 |
| | | DE PAUL BOUCHARD | |
| | 144 | PROC S-VERBAL DE GESTION | |
| | | PRTIES CONVIENNENT NOUVEL | MAYER PAUL |
| | | 5 | APPEL CONF 20 09 2018 |
| 12-09-2018 | 143 | AVIS D'INSTRUCTION | EXPEDIE LE 18-09-18 |
| | | MAYER PAUL | 05-11-2018 |
| | | SALLE RC14 A 9H01 19J--H--M | |
| 16-01-2017 | 142 | PROC S-VERBAL DE GESTION | |
| | | | APPEL CONFER/PROCES FIXE |
| | | MAYER PAUL | APP CONF SERA FIXE SEP |
| | | _____ | DATE SIGN: T -20-18 |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 16-01-2017 | 142 | PROC S-VERBAL DE GESTION | |
| | | | APPEL CONFER/PROCES FIXE |
| | | MAYER PAUL | 5 NOV@6 DEC 2018 PR 19 |
| | | _____ | DATE SIGN: J-RS- |
| 17-01-2017 | 141 | INSCRIPTION | D CLARATION COMMUNE |
| | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | NON SIGNE PAR INTACT CIE ASS |
| | 140 | AVIS DE COMMUNICATION | PI CE |
| | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | ADD,P32 A P34 |
| 05-01-2017 | 139 | AVIS DE COMMUNICATION | PI CE |
| | | BEAUREGARD AVOCATS S E N C R L | ADD/D9 A D11/PRODUITES |
| 22-11-2016 | 138 | PROC S-VERBAL DE GESTION | |
| | | PROC TRANS DECL COMM SIGNE | MAYER PAUL |
| | | AU + TARD 13 01 17 | FIXE APPEL CONF 16 01 17 |
| 07-11-2016 | 137 | AVIS SELON ARTICLES DE LOIS | DE REPRESENTATION |
| | | SLYTHE BENOIT | DF003,DF006 @ DF011 |
| 19-10-2016 | 136 | PROC S-VERBAL DE GESTION | |
| | | | APPEL CONF FIXE |
| | | MAYER PAUL | LE 22 11 16 |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | | |
|---|---|---|---|---|
| 13-10-2016 | 135 | AVIS D SIGNER NOUV. PROCUREUR<br>04-10-2016 | 9262 9310 QUEBEC INC 1G | |
| | 134 | AVIS D SIGNER NOUV. PROCUREUR<br>04-10-2016 | LOCATION JEAN MILLER INC 1G | |
| 12-10-2016 | 133 | COMPARUTION<br>PERSONNELLE<br>LOCATION JEAN MILLER INC 1G | PARTIE NON REPRESENTEE<br>SIGNEE PAR JEAN MILLER | |
| | 133 | COMPARUTION<br>PARTIE NON REPRESENTEE | PERSONNELLE<br>MILLER JEAN | |
| | 132 | COMPARUTION<br>PERSONNELLE<br>MBN CONSTRUCTION INC 1G | PARTIE NON REPRESENTEE<br>SIGNEE PAR JEAN MILLER | |
| | 132 | COMPARUTION<br>PARTIE NON REPRESENTEE | PERSONNELLE<br>MILLER JEAN | |
| | 131 | COMPARUTION<br>PERSONNELLE<br>PLACEMENTS JEAN MILLER INC 1G | PARTIE NON REPRESENTEE<br>SIGNEE PAR JEAN MILLER | |

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 12-10-2016 | 131 | COMPARUTION | PERSONNELLE |
| | | PARTIE NON REPRESENTEE | MILLER JEAN |
| | 130 | COMPARUTION | |
| | | PERSONNELLE | PARTIE NON REPRESENTEE |
| | | 9262 9310 QUEBEC INC | SIGNEE PAR JEAN MILLER |
| | 130 | COMPARUTION | PERSONNELLE |
| | | PARTIE NON REPRESENTEE | MILLER JEAN |
| | 129 | COMPARUTION | |
| | | PERSONNELLE | PARTIE NON REPRESENTEE |
| | | 9329 9881 QUEBEC INC 1G | SIGNEE PAR JEAN MILLER |
| | 129 | COMPARUTION | PERSONNELLE |
| | | PARTIE NON REPRESENTEE | MILLER JEAN |
| 03-10-2016 | 128 | AVIS CESSER OCCUPER | |
| | | 9329 9881 QUEBEC INC 1G | DF -011 |
| | 128 | AVIS CESSER OCCUPER | |
| | | MBN CONSTRUCTION INC 1G | DF -010 |
| | 128 | AVIS CESSER OCCUPER | PARTIE NON REPRESENTEE |
| | | PLACEMENTS JEAN MILLER INC 1G | DF -009 |

| J | M | A | NO | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 29 | 09 | 2016 | 127 | COMPARUTION | PERSONNELLE |
| | | | | PARTIE NON REPRESENTEE | MILLER 1G JEAN |
| | | | 127 | COMPARUTION | PERSONNELLE |
| | | | | PARTIE NON REPRESENTEE | MILLER JEAN |
| 20 | 09 | 2016 | 126 | AVIS INTENTION CESSER OCCUPER | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU |
| | | | | 9262 9310 QUEBEC INC 1G | 19-09-2016 |
| | | | | DF -008 | |
| | | | 126 | AVIS INTENTION CESSER OCCUPER | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU |
| | | | | MILLER 1G JEAN | 19-09-2016 |
| | | | | DF -007 | |
| | | | 126 | AVIS INTENTION CESSER OCCUPER | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU |
| | | | | 9262 9310 QUEBEC INC | 19-09-2016 |
| | | | | DF -002 | |
| | | | 126 | AVIS INTENTION CESSER OCCUPER | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU |
| | | | | LOCATION JEAN MILLER INC 1G | 19-09-2016 |
| | | | | DF -006 | |
| | | | 126 | AVIS INTENTION CESSER OCCUPER | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU |
| | | | | MILLER JEAN | 19-09-2016 |

| J | M | A | NO | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 20 | 09 | 2016 | 126 | AVIS INTENTION CESSER OCCUPER | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU |
| | | | | MILLER JEAN | 19-09-2016 |
| | | | | DF -003 | |
| 13 | 09 | 2016 | 125 | PROC S-VERBAL DE GESTION | |
| | | | | DEPOT DECL COMMUNE | MAYER PAUL |
| | | | | AMENDEE AU + TARD 13 1 | DATE SIGN: 0 -20-16 |
| 09 | 06 | 2016 | 124 | PROC S-VERBAL DE GESTION | |
| | | | | APPEL CONFERENCE | MAYER PAUL |
| 15 | 03 | 2016 | 123 | COMPARUTION | |
| | | | | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU | 9262 9310 QUEBEC INC 1G |
| | | | 123 | COMPARUTION | |
| | | | | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU | MILLER 1G JEAN |
| | | | 123 | COMPARUTION | |
| | | | | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU | LOCATION JEAN MILLER INC 1G |
| | | | 123 | COMPARUTION | |
| | | | | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU | MILLER JEAN |
| | | | 123 | COMPARUTION | |
| | | | | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU | 9262 9310 QUEBEC INC |

FP8

PLUMITIF CIVIL INVERSE

04-03-2024 700-06-000004-095 PAGE 25

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 16-03-2016 | 122 | R PONSE | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU |
| | | 9329 9881 QUEBEC INC 1G | DF -011 |
| | 122 | R PONSE | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU |
| | | MBN CONSTRUCTION INC 1G | DF -010 |
| | 122 | R PONSE | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU |
| | | PLACEMENTS JEAN MILLER INC 1G | DF -009 |
| | 122 | R PONSE | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU |
| | | 9262 9310 QUEBEC INC 1G | DF -008 |
| | 122 | R PONSE | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU |
| | | MILLER 1G JEAN | DF -007 |
| | 122 | R PONSE | LALONDE GERAGHTY RIENDEAU |
| | | LOCATION JEAN MILLER INC 1G | DF -006 |
| 15-03-2016 | 121 | PROC S-VERBAL APPEL | CONF GESTION |
| | | MAYER PAUL | CONF TEL |
| 11-02-2016 | 120 | PROCES-VERBAL PRATIQUE | CONTINU E SINE DIE |
| | | CORRIVEAU CHANTAL | /114 |
| 14-01-2016 | 119 | AVIS DE COMMUNICATION | PI CE |
| | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | AMENDEE/P21 A P31 |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

SUITE:IP1

OU

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 14-01-2016 | 118 | AVIS DE COMMUNICATION | PI CE |
| | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | P1 A P31 |
| | 117 P | DEM INTRO. D'INSTANCE (SIGN) | |
| | | MODIFI E | MILLER JEAN |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 14-01-2016 |
| | | DATE SIGN: 22-12-2015 | |
| | 117 P | DEM INTRO. D'INSTANCE (SIGN) | |
| | | MODIFI E | 9262 9310 QUEBEC INC |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 14-01-2016 |
| | | DATE SIGN: 21-12-2015 | |
| 06-01-2016 | 116 | AVIS DE COMMUNICATION | PI CE |
| | | BEAUREGARD AVOCATS S E N C R L | PG1 A PG22 |
| | 115 | PI CES | REQ INTRO |
| | 114 P | DEM INTRO. D'INSTANCE (SIGN) | |
| | | EN GARANTIE | 9262 9310 QUEBEC INC 1G |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 11-02-2016 |
| | | DATE SIGN: 30-12-2015 | |

| J | M | A | NO | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 06 | 01 | 2016 | 114 | P | DEM INTRO. D'INSTANCE (SIGN) | |
| | | | | | EN GARANTIE | PLACEMENTS JEAN MILLER IN C 1G |
| | | | | | SALLE B104 A 9H00 | 11-02-2016 |
| | | | | | DATE SIGN: 30-12-2015 | |
| | | | 114 | P | DEM INTRO. D'INSTANCE (SIGN) | |
| | | | | | EN GARANTIE | MBN CONSTRUCTION INC 1G |
| | | | | | SALLE B104 A 9H00 | 11-02-2016 |
| | | | | | DATE SIGN: 30-12-2015 | |
| | | | 114 | P | DEM INTRO. D'INSTANCE (SIGN) | |
| | | | | | EN GARANTIE | LOCATION JEAN MILLER INC 1G |
| | | | | | SALLE B104 A 9H00 | 11-02-2016 |
| | | | | | DATE SIGN: 30-12-2015 | |
| | | | 114 | P | DEM INTRO. D'INSTANCE (SIGN) | |
| | | | | | EN GARANTIE | 9329 9881 QUEBEC INC 1G |
| | | | | | SALLE B104 A 9H00 | 11-02-2016 |
| | | | | | DATE SIGN: 30-12-2015 | |

| J | M | A | NO | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 06 | 01 | 2016 | 114 | P | DEM INTRO. D'INSTANCE (SIGN) | |
| | | | | | EN GARANTIE | MILLER 1G JEAN |
| | | | | | SALLE B104 A 9H00 | 11-02-2016 |
| | | | | | DATE SIGN: 30-12-2015 | |
| 30 | 12 | 2015 | 113 | | MODE SIGN/NOTI | |
| | | | | | REQ INTRO EN GARANTIE | LEGAULT ESTHER |
| | | | | | 9262 9310 QC INC ET ALS | 30-12-2015 |
| | | | | | ACC,SIGN SS PLI CACHETE | |
| 18 | 12 | 2015 | 112 | | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | | | | RENDU | MAYER PAUL |
| | | | | | ACCORDE | 18-12-2015 |
| | | | | | /108 | |
| | | | 111 | | PROC S-VERBAL APPEL | |
| | | | | | CONFERENCE TELEPHONIQUE | MAYER PAUL |
| 17 | 12 | 2015 | 110 | | PROC S-VERBAL APPEL | CONFERENCE TEL |
| | | | | | MAYER PAUL | 18-12-2015 |
| | | | | | CONTINUEE | |
| 10 | 12 | 2015 | 109 | | PI CES | R1 |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J | M | A | NO | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 10 | 12 | 2015 | 108 P | REQ PERMISSION D'AMENDER | REQ INTRO | |
| | | | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | JEAN LANGEVIN | |
| | | | | SALLE B104 A 9H00 | 10-12-2015 | |
| | | | | SS AVIS DE PRES | | |
| 03 | 11 | 2015 | 107 | PROC S-VERBAL APPEL | FIXE APPEL CONFERENCE | |
| | | | | 17-12-2015 | | |
| | | | 106 | JUGEMENT D'OFFICE | AUTAPP CONF/ACC A ME MARION | |
| | | | | MAYER PAUL | 03-11-2015 | |
| | | | | 30 JRS DEPOT AMENDEMENT | | |
| 06 | 10 | 2015 | 105 | AVIS CONSTITUER NOUVEAU PROC | LOCATION JEAN MILLER INC | |
| | | | | 23-09-2015 | | |
| 13 | 10 | 2015 | 104 | INSCRIPTION | PAR DEFAUT | |
| | | | | JEAN LANGEVIN | -C-LOCATION JEAN MILLER | |
| 18 | 09 | 2015 | 103 | AVIS INTENTION CESSER OCCUPER | NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA | |
| S | | | | | | |
| | | | | LOCATION JEAN MILLER INC | 11-09-2015 | |
| | | | | DF -002 | | |
| 15 | 09 | 2015 | 102 | PROC S-VERBAL APPEL | CONFERENCE TELEPHONIQUE | |
| | | | | MAYER PAUL | CONF DE GESTION | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 02-06-2015 | 101 | AVIS DE COMMUNICATION | |
| | | NOTES ST NOGRAPHIQUES | NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S |
| | | JEAN LANGEVIN | INTERRO AV DF 01 04 2014 |
| | 100 | PI CES | |
| | | D9 A D12 | & LISTE D1 A D12/AMENDEE |
| 19-05-2015 | 99 | AFFIDAVIT | |
| | | ART 403 CPC/OPPOSITION | ME ANDRE PASQUIN |
| 13-05-2015 | 98 | AFFIDAVIT | |
| | | 403 CPC | ME FREDERIC WILSON |
| 12-05-2015 | 97 | AFFIDAVIT | |
| | | ART 403 CPC | ME LOUIS BEAUREGARD |
| 08-05-2015 | 96 | INSCRIPTION | |
| | | AU MERITE | JEAN LANGEVIN |
| | 95 | R PONSE | |
| | | A DEF/DE LOC JEAN MILLER I | JEAN LANGEVIN |
| | 94 | R PONSE | |
| | | A DEF AMENDEE DE PAUL BOUC | JEAN LANGEVIN |

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 08-05-2015 | 93 | R PONSE | |
| | | A DEF/INTACT COMPAGNIE ASS | JEAN LANGEVIN |
| | 92 | AVIS RECON VERA/EXACT DOC | P1 A P20 |
| | 91 | AVIS DENONCIATION POUR PIECES | ADD/P16 A P20 |
| | 90 | AVIS DE COMMUNICATION | |
| | | NOTES ST NOGRAPHIQUES | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE |
| | | REPRESENTANT LOC JEAN MILLER & | DU DF/INTERRO 07 07 14/PROD |
| 02-02-2015 | 89 | JUGEMENT D'OFFICE | |
| | | TRIB REJ DEMN PROD EXP | MAYER PAUL |
| | | 02-02-2015 | |
| | 88 | PROCES-VERBAL FOND | |
| | | CAUSE CONTINU EF TEL/CONF | MAYER PAUL |
| 07-01-2015 | 87 | PROC S-VERBAL APPEL | |
| | | CONF GESTION/TEL | MAYER PAUL |
| 25-11-2014 | 86 | PROC S-VERBAL APPEL | |
| | | CONF TEL/CONF DE GESTION | MAYER PAUL |
| 24-10-2014 | 85 | PROC S-VERBAL APPEL | CONF DE GESTION |
| | | MAYER PAUL | PAR CONF TELEPHONIQUE |

FP8

PLUMITIF CIVIL INVERSE

04-03-2024 700-06-000004-095 PAGE 32

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 24-10-2014 | 84 | TABLEAU DES OBJECTIONS | |
| 24-09-2014 | 83 | PROCES-VERBAL FOND | CONF DE GESTION TEL |
| | | MAYER PAUL | AUDI FIXEE 24 10 14@MTL |
| 11-06-2014 | 82 | PI CES | DI-1 |
| | 81 | DEFENSE | |
| | | INTACT CIE ASSURANCE | (PLAIDOYER) |
| 06-06-2014 | 80 | DEFENSE | LOCATION JEAN MILLER INC |
| 03-06-2014 | 79 | DEFENSE | |
| | | PAUL BOUCHARD | AMENDEE |
| | 78 | DEFENSE ET/OU DEM RECONV | |
| | | PAUL BOUCHARD | $1 000,00 |
| | 77 | PI CES | D2 & D8/LISTE D1 A D8 |
| 15-05-2014 | 76 | COPIE DE | PV ASSEMBLE CONSEIL ADM |
| 06-03-2014 | 75 | CALENDRIER DES ECHEANCES | |
| 11-02-2014 | 74 | AVIS DENONCIATION POUR PIECES | P1 A P15 |
| 27-12-2013 | 73 | AVIS DENONCIATION POUR PIECES | P1 A P15 |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

SUITE:IP1

OU

FP8

PLUMITIF CIVIL INVERSE

04-03-2024 700-06-000004-095 PAGE 33

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 27-12-2013 | 72 P | REQUETE | INTRO D INSTANCE |
| | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | JEAN LANGEVI |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 27-12-2013 |
| | | SS AVIS DE PRES | |
| 26-11-2013 | 71 | JUGEMENT D'OFFICE | ORDO DESIGNATION/1004 CPC |
| | | ROLLAND FRANCOIS | 18-11-2013 |
| | | DOSS ENTENDU DIST TERREBONNE | |
| 21-11-2013 | 70 | AVIS SELON ARTICLES DE LOIS | 1006 CPC/AUX MEMBRES |
| 15-11-2013 | 69 | PROC S-VERBAL APPEL | |
| | | CONFERENCE GESTION | MAYER PAUL |
| | | PAR CONFERENCE TELEPHONIQUE | /REQ AUTO EXERC REC COLL |
| 25-09-2013 | 68 | AVIS DE JUGEMENT | |
| | 67 | JUGEMENT | MAYER PAUL |
| | | ACC. PARTIE | 19-09-2013 |
| | | REJETTE-C-M MILLER | |
| 10-07-2013 | 66 | PV ASS CONSEIL D ADM | |
| | | FONDS AIDE REC COLLECTIFS | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

SUITE:IP1

OU

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 29-05-2013 | 65 | PROCES-VERBAL FOND | D LIB R |
| | | MAYER PAUL | 29-05-2013 |
| | | DOSSIER REMIS AU JUGE | |
| 28-05-2013 | 64 | PROCES-VERBAL FOND | CAUSE CONTINU E |
| | | MAYER PAUL | 29-05-2013 |
| | | EN PROGRES | |
| 27-05-2013 | 63 | PROCES-VERBAL FOND | CAUSE CONTINU E |
| | | MAYER PAUL | 28-05-2013 |
| | | EN PROGRES | |
| | 62 | PI CES | |
| | | LJM-10 A LJM-2 | P1 A P6 & P9 VOIR PV |
| | 61 | PROCES-VERBAL FOND | VISITE DES LIEUX |
| | | MAYER PAUL | AVEC LE TRIBUNAL |
| 14-05-2013 | 60 | D POT | OFFRES/CONSIGNATION |
| | | PAUL BOUCHARD ET ALS | 14-05-2013 |
| | | $20 000,00 | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

FP8

PLUMITIF CIVIL INVERSE

04-03-2024 700-06-000004-095 PAGE 35

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 22-04-2013 | 59 | JUGEMENT REQ/DEM | |
| | | MAYER PAUL | ACCORDE |
| | | 22-04-2013 | /055 AUTORISE LA TRANSACTION |
| | 58 | PROCES-VERBAL PRATIQUE | MAYER PAUL |
| | | /055 | |
| | 57 | PROCES-VERBAL PRATIQUE | RAY E |
| | | MAYER PAUL | /053 VU AMENDEE |
| | 56 | TRANSACTION | |
| | 55 P | REQUETE | |
| | | AMENDEE/APPROBATION TRANS | CLYDE & CIE CANADA S E N C R L |
| | | CHUBB INSURANCE COMPANY | SALLE B104 A 9H00 |
| | | 22-04-2013 | |
| 18-04-2013 | 54 | PI CES | R1 A R7 ET LISTE |
| | 53 P | REQUETE | APPROBATION TRANSACTION |
| | | CLYDE & CIE CANADA S E N C R L | CHUBB INSURANCE CIE OF CANADA |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 18-04-2013 |
| | | & AUTRES/DEJA FIXE 22 04 13 | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

SUITE:IP1

OU

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 28-03-2013 | 52 | PROC S-VERBAL APPEL | |
| | | RECTIFICATION PV DU 27/03 | MAYER PAUL |
| 27-03-2013 | 51 | PROC S-VERBAL APPEL | |
| | | CONF DE GESTION TEL | MAYER PAUL |
| 19-03-2013 | 50 | PI CES | R1 A R2 EN LIASSE |
| | 49 P | REQUETE ORDONNANCE | PUBLICATION AVIS MEMBRES |
| | | CLYDE & CIE CANADA S E N C R L | CHUBB INSURANCE CIE OF CANADA |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 19-03-2013 |
| | | SS AVIS DE PRES/A MTL | |
| 01-10-2012 | 48 | PROC S-VERBAL APPEL | CONFERENCE DE GESTION |
| | | MAYER PAUL | PAR CONFERENCE TELEPHONIQUE |
| 11-07-2012 | 47 | PROC S-VERBAL APPEL | GESTION CONFERENCE TEL |
| | | MAYER PAUL | TRIB AVISERA PRTIES PR AUDI |
| 11-05-2012 | 46 | PROC S-VERBAL APPEL | |
| | | SINE DIE | MAYER PAUL |
| | | 4 06 2012 APPEL CONFERENCE | 04-06-2012 |
| | | /CONFERENCE TELEPHONIQUE | |

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 14-05-2012 | 45 | PROCES-VERBAL PRATIQUE | CONTINU E SINE DIE |
| | | JOURNET PIERRE | /025 EN VOIE DE REGLEMENT |
| 28-03-2012 | 44 | COPIE DE | |
| | | DECISION DU 21 03 2012 | DU FONDS AIDE RECOURS COLL |
| 26-10-2011 | 43 | PROCES-VERBAL AUDIENCE | |
| | | FIXEE PR 2.5 JRS | MAYER PAUL |
| | | A ST JEROME,SALLE A DETERMINER | 14-05-2012 |
| | | CONF GESTION CONF TEL | |
| 21-09-2011 | 42 | AVIS DE JUGEMENT | |
| | 41 | JUGEMENT | |
| | | MAYER PAUL | ACC. PARTIE |
| | | 08-09-2011 | |
| 07-06-2011 | 40 | PROCES-VERBAL AUDIENCE | DELIBERE |
| | | MAYER PAUL | /036 |
| | | 07-06-2011 | |
| | 39 | JUGEMENT REQ/DEM | MAYER PAUL |
| | | ACCORDE | 07-06-2011 |
| | | /035 | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

FP8

PLUMITIF CIVIL INVERSE

04-03-2024 700-06-000004-095 PAGE 38

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 07-06-2011 | 38 | PROCES-VERBAL AUDIENCE | JUGEMENT RENDU |
| | | MAYER PAUL | /035 |
| | 37 | PI CES | |
| | | R3 OU P6,R7-2 | VOIR PV |
| | 36 P | REQ/DEM AUTORISATION | AMENDEE INTERRO & PROD |
| | | CLYDE & CIE CANADA S E N C R L | CHUBB INSURANCE COMPANY CANADA |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 07-06-2011 |
| | | PREUVE SANS DATE DE PRES | |
| | 35 P | REQ/DEM AUTORISATION | AMENDEE INTERRO REQUERANT |
| | | CLYDE & CIE CANADA S E N C R L | CHUBB INSURANCE COMPANY CANADA |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 07-06-2011 |
| | | SANS DATE DE PRES | |
| 13-06-2011 | 34 P | REQ/DEM AUTORISATION | INTERROGER REQUERANT |
| | | PASQUIN VIENS S E N C R L | INTACT CIE ASSURANCE |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 13-06-2011 |
| | | SANS AVIS PRES | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

SUITE:IP1

OU

FP8

PLUMITIF CIVIL INVERSE

04-03-2024 700-06-000004-095 PAGE 39

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 27-04-2011 | 33 | PROCES-VERBAL AUDIENCE | |
| | | FIXE AUDI A 9:30 HRES | MAYER PAUL |
| | | SALLE A DETERMINER | 07-06-2011 |
| | | CONF GESTION TELEPHONIQUE | |
| 10-02-2011 | 32 | FONDS AIDE RECOURS COLLENCTIF | |
| 27-01-2011 | 31 | PROCES-VERBAL AUDIENCE | CAUSE FIXEE |
| | | MAYER PAUL | 29-03-2011 |
| | | CONF GESTION,CONF TELE | |
| 14-01-2011 | 30 P | REQ/DEM AUTORISATION | INTERROGER & PROD PREUVE |
| | | NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S | LOC JEAN MILLER & JEAN MILLER |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 14-01-2011 |
| | | SANS AVIS DE PRES | |
| 21-12-2010 | 29 | AVIS DENONCIATION POUR PIECES | P1 A P10 |
| | 28 P | REQ/DEM AUTORISATION | INTERROGER & PRES PREUVE |
| | | BEAUREGARD AVOCATS S E N C R L | PAUL BOUCHARD |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 21-12-2010 |
| | | SANS AVIS DE PRES | |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

SUITE:IP1

OU

| J M A | NO | | | |
|---|---|---|---|---|
| 20-12-2010 | 27 P | REQ/DEM AUTORISATION | PERMISSION INTERROGER | |
| | | CLYDE & CIE CANADA S E N C R L | CHUBB INSURANCE CIE OF CANADA | |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 20-12-2010 | |
| | | SANS AVIS DE PRES | | |
| 25-11-2010 | 26 | AVIS DENONCIATION POUR PIECES | RE AMENDEE/R1 A R9 | |
| | 25 P | REQ/DEM AUTORISATION | | |
| | | REAMENDEE/RECOURS COLLECTI | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | |
| | | JEAN LANGEVIN | SALLE B104 A 9H00 | |
| | | 25-11-2010 | | |
| 04-11-2010 | 24 | JUGEMENT REQ/DEM | | |
| | | MAYER PAUL | ACCORDE | |
| | | CONF GESTION CONF TEL | 04-11-2010 | |
| | | /016 /019/21 SANS FRAIS | | |
| | 23 | PROCES-VERBAL AUDIENCE | | |
| | | JUGEMENT RENDU | MAYER PAUL | |
| | | /016 | /019 /021 | |
| 25-10-2010 | 22 | COMPARUTION | | |
| | | PASQUIN VIENS S E N C R L | INTACT COMPAGNIE D ASSURANCE | |

| J | M | A | NO | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 27 | 10 | 2010 | 21 | P | REQ RADIATION | D ALLEGATIONS |
| | | | | | CLYDE & CIE CANADA S E N C R L | CHUBB INSURANCE COMPANY OF CAN |
| | | | | | SALLE B104 A 9H00 | 27-10-2010 |
| | | | | | SANS AVIS DE PRES | |
| 19 | 10 | 2010 | 20 | | COMPARUTION | CLYDE & CIE CANADA S E N C R L |
| | | | | | CHUBB INSURANCE COMPANY OF CAN ADA | |
| 22 | 10 | 2010 | 19 | P | REQUETE | COMM DOC & RAD ALLEGATIONS |
| | | | | | BEAUREGARD AVOCATS S E N C R L | PAUL BOUCHARD |
| | | | | | SALLE B104 A 9H00 | 22-10-2010 |
| | | | | | SANS AVIS DE PRES | |
| 21 | 10 | 2010 | 18 | | AVIS DENONCIATION POUR PIECES | AMENDEE/R1 A R9 |
| | | | 17 | P | REQ/DEM AUTORISATION | AMENDEE/EXEC REC COLLECTIF |
| | | | | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | JEAN LANGEVIN |
| | | | | | SALLE B104 A 9H00 | 21-10-2010 |
| | | | | | SANS AVIS DE PRES | |
| 18 | 10 | 2010 | 16 | P | REQ RADIATION | D ALLEGATIONS & COMM DOC |
| | | | | | NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S | LOCATION J MILLER & J MILLER |
| | | | | | SALLE B104 A 9H00 | 18-10-2010 |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | |
|---|---|---|---|
| 18-10-2010 | 16 P | REQ RADIATION | D ALLEGATIONS & COMM DOC |
| | | NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S | LOCATION J MILLER & J MILLER |
| | | SALLE B104 A 9H00 | 18-10-2010 |
| | | SANS AVIS DE PRES | |
| 24-09-2010 | 15 | PROCES-VERBAL AUDIENCE | |
| | | CONFERENCE TELEPHONIQUJM21 | MAYER PAUL |
| | | QUAND TTES REQ PRODUITES | APPEL CONF SERA FIXER PR AUDI |
| 12-08-2010 | 14 | AVIS DE JUGEMENT | |
| | 13 | JUGEMENT | MAYER PAUL |
| | | ACC. PARTIE | 03-08-2010 |
| | | FRAIS A SUIVRE | |
| 09-06-2010 | 12 | PROCES-VERBAL AUDIENCE | |
| | | DELIBERE | MAYER PAUL |
| | | 09-06-2010 | |
| 03-05-2010 | 11 | PROCES-VERBAL AUDIENCE | |
| | | CONF RENCE T L PHONIQUE | MAYER PAUL |
| | | AUDITION LE 9 JUIN 2010 | A MONTREAL A 9HRES |
| 12-02-2010 | 10 | AVIS DENONCIATION POUR PIECES | R1 A R2 |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

| J M A | NO | | | |
|---|---|---|---|---|
| 12-02-2010 | 9 P | REQ/DEM AUTORISATION | | AMENDER REQ REC COLLECTIF |
| | | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE | | JEAN LANGEVIN |
| | | SALLE B104 A 9H00 | | 12-02-2010 |
| | | SANS AVIS DE PRES | | |
| 22-12-2009 | 8 | PROCES-VERBAL AUDIENCE | | CONF RENCE T L PHONIQUE |
| | | MAYER PAUL | | POUR CONF.DE GESTION |
| 22-10-2009 | 7 | PROCES-VERBAL AUDIENCE | | CONF RENCE T L PHONIQUE |
| | | MAYER PAUL | | /CONFERENCE DE GESTION |
| 12-06-2009 | 6 | COMPARUTION | | |
| | | NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S | | MILLER JEAN |
| | 6 | COMPARUTION | | |
| | | NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA S | | LOCATION JEAN MILLER INC |
| 05-06-2009 | 5 P | REQ/DEM/INSC REMISE | | MONGEAU RICHARD |
| | | SALLE B104 A 9H00 | | 25-06-2009 |
| | | /002 | | |
| 01-06-2009 | 4 | COMPARUTION | | |
| | | BEAUREGARD AVOCATS S E N C R L | | BOUCHARD PAUL |
| 02-06-2009 | 3 | AVIS DENONCIATION POUR PIECES | | R1 A R9 |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

FP8

PLUMITIF CIVIL INVERSE

04-03-2024 700-06-000004-095 PAGE 44

| J M A | NO | | | |
|---|---|---|---|---|
| 02-06-2009 | 2 | P | REQ/DEM AUTORISATION | |
| | | | EXERCER RECOURS COLLECTIF | SYLVESTRE PAINCHAUD ET ASSOCIE |
| | | | JEAN LANGEVIN | SALLE B104 A 9H00 |
| | | | 05-06-2009 | |
| 06-05-2009 | 1 | | REQ/DEM AUTORISATION | |
| | | | EXERCER RECOURS COLLECTIF | SYLVESTRE, FAFARD, PAINCHAUD |

CHOIX: GC04 NO: SEQ:

FIN

LISTE DES IMPLIQUES

04-03-2024



700-06-000004-095

DM002 BOUCHARD 1G PAUL

(DEM) ADR. 1015 MONTEE GAGNON VAL DAVID QC J0T2N0

AVO. BEAUREGARD AVOCATS S E N C R L

ADR. 1 MCGILL C P 105 15B MONTREAL QC H2Y4A3

DM003 COMITE CITOYENS SAUVEGARDE QUALITE VIE VAL DAVID

(DEM) ADR. 1488 MONTEE GAGNON VAL DAVID QC J0T2N0

AVO. MARION BENOIT

ADR. 1 WESTMONT SQUARE BUR 1001 MONTREAL QC H3Z2P9

CODE DEFENDEUR

DF001 BOUCHARD PAUL

(DEF) ADR. 570 SAUVALLE LAVAL QC H7X3M9

AVO. GOULET BRIERE S N

ADR. 1241 DAGENAIS OUEST LAVAL QC H7L0A5

DF002 9262 9310 QUEBEC INC

(DEF) ADR. 169 ROUTE 117 CP 4689 MONT TREMBLANT QC J8E1A1

AVO. PARTIE NON REPRESENTEE

CHOIX: GC02 NO: SEQ:

SUITE:IP1

OU

FP8

LISTE DES IMPLIQUES

04-03-2024 PAGE 2

700-06-000004-095

DF003 MILLER JEAN

(DEF) ADR. 169 ROUTE 117 CP 4689 MONT TREMBLANT QC J8E1A1
AVO. PARTIE NON REPRESENTEE

DF004 CHUBB INSURANCE COMPANY OF CANADA

(DEF) ADR. 1250 BOUL RENE LEVESQUE O 27E MONTREAL QC H3B4W8
AVO. CLYDE & CIE CANADA S E N C R L

ADR. 630 OUEST RENE LEVESQUE 1700 MONTREAL QC H3B1S6

DF005 INTACT COMPAGNIE D ASSURANCE

(DEF) ADR. 2450 GIROUARD OUEST ST HYACINTHE QC J2S3B3
AVO. PASQUIN VIENS S E N C R L

ADR. 360 NOTRE DAME OUEST BUR 300 MONTREAL QC H2Y1T9

DF006 LOCATION JEAN MILLER INC 1G

(DEF) ADR. 169 ROUTE 117 CP 4689 MONT TREMBLANT QC J8E1A1
AVO. SLYTHE BENOIT

ADR. 1001 DE ST JOVITE BUR 1 MONT TREMBLANT QC J8E3J8

CHOIX: GC02 NO: SEQ:

SUITE:IP1

OU

FP8

LISTE DES IMPLIQUES

04-03-2024



700-06-000004-095

DF007 MILLER 1G JEAN

(DEF) ADR. 169 ROUTE 117 CP 4689 MONT TREMBLANT QC J8E1A1

AVO. SLYTHE BENOIT

ADR. 1001 DE ST JOVITE BUR 1 MONT TREMBLANT QC J8E3J8

DF008 9262 9310 QUEBEC INC 1G

(DEF) ADR. 169 ROUTE 117 MONT TREMBLANT QC J8E1A1

AVO. SLYTHE BENOIT

ADR. 1001 DE ST JOVITE BUR 1 MONT TREMBLANT QC J8E3J8

DF009 PLACEMENTS JEAN MILLER INC 1G

(DEF) ADR. 169 ROUTE 117 CP 4689 MONT TREMBLANT QC J8E1A1

AVO. PARTIE NON REPRESENTEE

DF010 MBN CONSTRUCTION INC 1G

(DEF) ADR. 169 ROUTE 117 CP 4689 MONT TREMBLANT QC J8E1A1

AVO. SLYTHE BENOIT

ADR. 1001 DE ST JOVITE BUR 1 MONT TREMBLANT QC J8E3J8

CHOIX: GC02 NO: SEQ:

SUITE:IP1

OU

FP8

LISTE DES IMPLIQUES

04-03-2024



700-06-000004-095

DF011 9329 9881 QUEBEC INC 1G

(DEF) ADR. 169 ROUTE 117 CP 4689 MONT TREMBLANT QC J8E1A1

AVO. SLYTHE BENOIT

ADR. 1001 DE ST JOVITE BUR 1 MONT TREMBLANT QC J8E3J8

DF012 LOCATION JEAN MILLER INC

(DEF) ADR. 169 ROUTE 117 CP 4689 MONT TREMBLANT QC J8E1A1

CODE MIS-EN-CAUSE

MC001 NANTEL CLAUDE

ADR. 3160 CH DU PIN VAL DAVID QC J0T2N0

MC002 POWELL JACQUES

ADR. 1308 MONTEE GAGNON VAL DAVID QC J0T2N0

MC003 DEROUIN RENE

ADR. 1303 MONTEE GAGNON VAL DAVID QC J0T2N0

CHOIX: GC02 NO: SEQ:

FIN

1 PLUMITIF

IL-20786

# PIÈCE R-2

CANADA

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE TERREBONNE

No : 700-06-000004-095

(Chambre des actions collectives)
COUR SUPÉRIEURE

**LE COMITÉ DES CITOYENS POUR LA SAUVEGARDE DE NOTRE QUALITÉ DE VIE (VAL-DAVID)**

Demandeur

et

**CLAUDE NANTEL**
**JACQUES POWELL**
**RENÉ DEROUIN**

Membres désignés

c.

**PAUL BOUCHARD**
**LOCATION JEAN MILLER INC.**
**9262-9310 QUÉBEC INC. (EXCAVATION MILLER (2014))**
**JEAN MILLER alias JEANNOT MILLER**

Défendeurs

et

**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**

Mis en cause

# PROTOCOLE DE PUBLICATION ET DE NOTIFICATION DE L'AVIS AUX MEMBRES

## Introduction

1. Le présent protocole contient les modalités de publication de l'avis à donner aux membres ainsi que celles de la notification de cet avis aux membres connus du groupe.

2. Les parties acceptent que les avocats du demandeur s'occupent de la gestion des avis et formulaire pour l'étape de la publication :

3. Les avocats du Comité proposent trois modes soit une publication de l'avis dans les journaux, un envoi postal et un envoi par courriel;

4. Les avocats du Comité vont communiquer avec le journal *L'Information du Nord et le* Journal *Ski-se-Dit;*

**I- Modalités de publication de l'avis**

***a) L'Information du Nord***

5. Une parution unique de l'avis dans *L'Information du Nord*, journal régional à publication hebdomadaire;

6. La publication de l'avis dans la version papier et numérique du journal;

7. L'avis sera publié dans un format d'une page;

8. Le tarif pour la publication de l'avis sur une page entière est estimé à 1001$ plus taxes;

9. À titre informatif, la date de tombée est le vendredi pour une publication le mercredi;

***b) Journal Ski-se-Dit***

10. Une parution unique dans Journal *Ski-se-Dit*, journal communautaire local à publication mensuelle;

11. La publication de l'avis dans la version papier et numérique du journal

12. L'avis sera publié dans un format d'une page entière;

13. Le tarif pour la publication de l'avis sur une page entière est estimé 990$ plus taxes, tel qu'il appert de la carte de tarif annexée au présent protocole;

14. Le tarif pour la publication d'une boite sur l'espace web est estimé à 175$ plus taxes;

15. À titre informatif, les dates de tombées sont le 8 avril ou le 6 mai 2024;

***c) Distribution postale de l'avis***

16. Les avocats du Comité transmettront l'avis ainsi qu'une copie du formulaire à toutes les adresses énumérées dans la description du groupe;

17. Les avocats du Comité utiliseront les services de poste Canada afin de faciliter cette distribution;

18. Les avocats estiment les coût total de ces envois à 200$;

***d) Création d'une page web dédiée à l'action collective***

19. Les avocats du Comité créeront une page web accessible à partir de leur site web

20. L'adresse de cette page est : https://www.bmmdavocats.ca/action-collective-montee-gagnon ;

21. L'adresse de cette page sera indiquée dans l'avis aux membres ainsi que dans le formulaire de réclamation;

**II- Notification de l'avis aux membres connus**

22. Les avocats du Comité transmettront par courriel ou par courrier un exemplaire de l'avis aux membres et le formulaire à tous les membres connus ayant communiqué avec eux;

**III- Approbation du Tribunal**

23. Le présent protocole a été communiqué et soumis à l'approbation du Tribunal.

Montréal, le 11 mars 2024

BMMD avocats s.e.n.c.r.l.

**BMMD Avocats S.E.N.C.R.L.**
**Avocats du demandeur**

# ANNEXE

LE JOURNAL Ski-se-Dit.info

DEPUIS 51 ans avec PASSION

Le journal indépendant de la communauté régionale de Val-David et de ses environs

# CARTE DE TARIFS

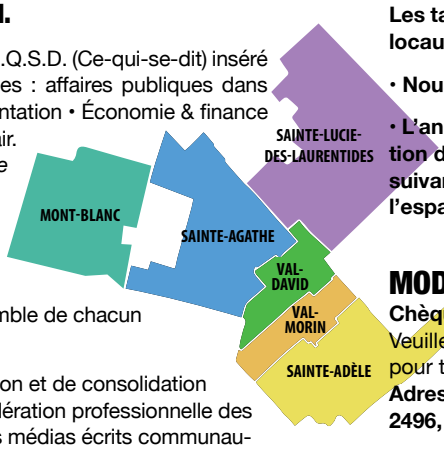
Valide à compter du 1er janvier 2024

Prendre contact avec **Isabelle Monette :**
**isabelle@ski-se-dit.info**
Tél. : **819-323-6417**

## JOIGNEZ NOS 15 000 LECTEURS CHAQUE MOIS

**AJOUTS QUOTIDIENS SUR WWW.SKI-SE-DIT.INFO**
**SUR FACEBOOK ET SUR INSTAGRAM.**

**NOUVEAU EN 2024 !** SUPPLÉMENT C.Q.S.D. (Ce-qui-se-dit) inséré dans le journal + tirés-à-part sur thèmes : affaires publiques dans notre région : Fêtes • Automobile • Alimentation • Économie & finance • Environnement • Santé • Sports et plein air.
***Annonceurs intéressés :*** *joindre notre représentante Isabelle Monette.*




• **Distribution régionale** en kiosque à Val-David, Val-Morin, Sainte-Agathe-des-Monts, Mont-Blanc, Sainte-Adèle, Sainte-Lucie-des-Laurentides sur l'ensemble de chacun des territoires, généralement le jeudi.

• **Accréditations :** Fonds de stabilisation et de consolidation des arts et de la culture du Québec • Fédération professionnelle des journalistes du Québec • Association des médias écrits communautaires du Québec • Tirage certifié AMECQ.

## PLACEMENT PUBLICITAIRE 2024

**• Le journal n'offre pas de position garantie à moins d'une entente préalable. Les taxes sont en sus. Les tarifs ci-joints ne s'appliquent qu'aux annonceurs locaux.**

**• Nous réalisons la maquette de votre annonce sans frais supplémentaires.**

**• L'annonceur est tenu d'aviser le journal s'il souhaite mettre fin à la publication de son annonce au plus tard à la date de tombée (deadline) de l'édition suivante. À défaut de quoi il est tenu d'acquitter le tarif correspondant à l'espace réservé.**

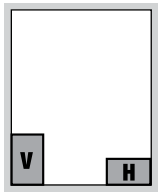
## MODES DE PAIEMENT :

**Chèques postdatés, Virement bancaire (815-30190-3062825),**
Veuillez joindre Francis Hamel, à la comptabilité du journal,
pour tout autre arrangement : **info@tenuedelivreshamel.ca** ou **819 325-3580**
**Adresse postale :**
**2496, rue de l'Église, suite 200, Val-David (Québec) J0T 2N0**

# TYPES DE PLACEMENTS DISPONIBLES

### LA CARTE D'AFFAIRES SIMPLE

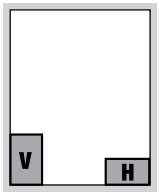
**1 parution : 100 $**
Position : répertoire ou bas de page
Spec : position dans les pages intérieures ou extérieures, selon disponibilité




Format :
**Vertical 2,333po l x 3,654po h**
**Horizontal 3,251po l x 1,993po h**

### LA CARTE D'AFFAIRES DOUBLE

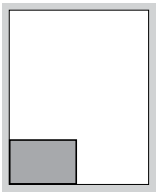
**1 parution : 150 $**
Position : bas de page
Spec : position dans les pages intérieures ou extérieures, selon disponibilité




Format :
**Vertical 3,228po l x 4po h**
**Horizontal 6,603po l x 1,993po h**

### LE HUITIÈME (1/8) DE PAGE

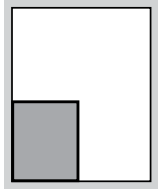
**1 parution : 195 $**
Position : bas de page
Spec : position dans le bas des pages intérieures ou extérieures, selon disponibilité



Format :
**4,875po l x 3,25po h**

### LE QUART (1/4) DE PAGE

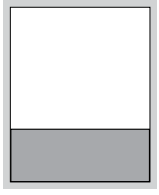
**1 parution : 295 $**
Position : emplacements disponibles selon la maquette
Spec : dans les pages intérieures ou extérieures, selon disponibilité



Format :
**4,875po l x 5,855po h**

### LE TIERS (1/3) DE PAGE

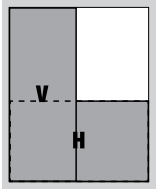
**1 parution : 355 $**
Position : emplacements disponibles selon la maquette
Spec : dans les pages intérieures, selon disponibilité



Format :
**10po l x 3,829po h**

### LA DEMI-PAGE

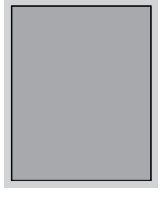
**1 parution : 625 $**
Position : bas de page
Spec : dans les pages intérieures, selon disponibilité




Format :
**Vertical : 4,875po l x 12,5po h**
**Horizontal 10po l x 5,855po h**

### LA PAGE ENTIÈRE

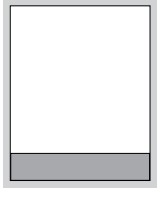
**1 parution : 990 $**
Position : intérieur du journal seulement
Spec : selon disponibilité



Format :
**10po l x 12,5po h**

### LE BANDEAU HORIZONTAL COUVERTURE SEULEMENT

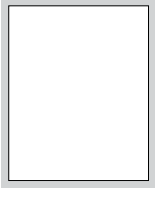
**1 parution : 550 $**
Position : bas de page
Spec : dans le bas de la page.



Format :
**10po l x 1,993po h**

### SUPPLÉMENT THÉMATIQUE

**Page complète : 1 600 $**
**Bandeau 1/4 de page : 550 $**
**Bandeau 1/3 de page : 650 $**
**1/8 de page : 350 $**
Spec : dernière page du journal.



LE JOURNAL Ski-SE-Dit.info

DEPUIS 51 ans avec PASSION

Le journal indépendant de la communauté régionale de Val-David et de ses environs

# GRILLE DE PUBLICATION

Valide à compter du 1er janvier 2024

Prendre contact avec **Isabelle Monette :**
**isabelle@ski-se-dit.info**
Tél. : **819-323-6417**

## CALENDRIER DES PUBLICATIONS 2023-2024

**Cet horaire peut être modifié sans préavis. Tout changement aux dates de tombées est automatique inscrit en page d'accueil du site www.ski-se-dit.info.**

| TOMBÉE ÉDITORIALE | TOMBÉE PUBLICITAIRE | EN KIOSQUE |
|---|---|---|
| 20 novembre 2023 | 4 décembre 2023 | 7 décembre 2023 |
| 18 décembre 2023 | 8 janvier 2024 | 11 janvier 2024 |
| 15 janvier 2024 | 5 février 2024 | 8 février 2024 |
| 19 février 2024 | 4 mars 2024 | 7 mars 2024 |
| 25 mars 2024 | 8 avril 2024 | 11 avril 2024 |
| 22 avril 2024 | 6 mai 2024 | 9 mai 2024 |
| 20 mai 2024 | 3 juin 2024 | 6 juin 2024 |
| 24 juin 2024 | 8 juillet 2024 | 11 juillet 2024 |
| 22 juillet 2024 | 5 août 2024 | 8 août 2024 |
| 28 août 2024 | 9 septembre 2024 | 12 septembre 2024 |
| 23 septembre 2024 | 7 octobre 2024 | 10 octobre 2024 |
| 21 octobre 2024 | 4 novembre 2024 | 7 novembre 2024 |
| 25 novembre 2024 | 9 décembre 2024 | 12 décembre 2024 |
| 18 décembre 2024 | 6 janvier 2025 | 9 janvier 2025 |

*Si vous désirez que vos communiqués ou annonces soient publiés dans notre journal, vous devez tenir compte des dates de tombée (date limite pour nous envoyer votre matériel, toujours indiquée au https://ski-se-dit.info/calendrier-de-production/ )*

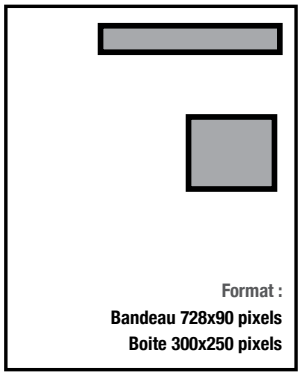
## ESPACE WEB

### SITE WEB SKI-SE-DIT.INFO

**BANDEAU**
**1 mois : 250 $**
**3 mois : 215 $**
**1 an : 175 $**

**BOÎTE**
**1 mois : 175 $**
**3 mois : 95 $**
**1 an : 75 $**

Avec tout abonnement à 10 parutions, vous avez automatiquement accès à un espace publicitaire directement sur le site Web du journal.
(sans pos. garantie)
Pour augmenter votre visibilité, ajoutez 250 $ à votre abonnement pour faire partie de la bande défilante du bandeau de la page d'accueil du site internet.

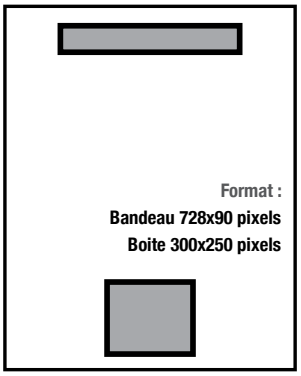



### INFOLETTRE

**BANDEAU HAUT**
**1 mois : 250 $**

**BOÎTE OU BANDEAU BAS**
**1 mois : 175 $**

Avec tout abonnement à 10 parutions, vous avez automatiquement accès à un espace publicitaire directement sur le site Web du journal.
(sans pos. garantie)
Pour augmenter votre visibilité, ajoutez 250 $ à votre abonnement pour faire partie de la bande défilante du bandeau de la page d'accueil du site internet.



# PIÈCE R-3

Dossier : 700-06-000004-095

LE COMITÉ DES CITOYENS POUR LA SAUVEGARDE DE NOTRE QUALITÉ DE VIE (VAL-DAVID C. PAUL BOUCHARD ET AL.

## LISTE DES MEMBRES

| Nom | Courriel | Adresse actuel | Informations |
|---|---|---|---|
| [redacted] (pour Marguerite Simard **(1)** et Jean-Claude Durand **(2)** | [redacted] | | [redacted] |
| Claire contant **(3)** | [redacted] | [redacted] | [redacted] |
| Mireille Lafleur (4) et André Lacroix (5) | [redacted] | [redacted] | [redacted] |
| Philippe Ménard (6) | [redacted] | [redacted] | [redacted] |
| Lise Charrette (7) | [redacted] | | |
| Christopher Garbrecht (8) | [redacted] | | |
| Gaetan Gareau (9) | | [redacted] | [redacted] |
| Yvonne Aubut (10) | | [redacted] | [redacted] |
| Yvan Lapointe (11) et Reine Lapointe (12) | [redacted] | [redacted] | |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Patrick Bitauld (13) et Ginette Lavoie (14) | [redacted] | [redacted] | [redacted] |
| Jocelyne Jeanneau (15) et Louis Reny (16) | [redacted] | [redacted] | [redacted] |
| Annie Lamoureux (17) | [redacted] | | [redacted] |
| [redacted] Ninon boulanger (18) | [redacted] | | [redacted] |
| [redacted] (19) et M. Pierre Laberge (20) | [redacted] | | [redacted] |
| René Derouin (21) | | | |
| Claude Nantel (22) | | | |
| Jacques Powell (23) | | | |

# PIÈCE R-4

# AVIS DE JUGEMENT

## ACTION COLLECTIVE | MONTÉE GAGNON | SABLIÈRE BOUCHARD

L'honorable Paul Mayer, j.c.s., a accueilli une action collective au bénéfice de résidants de la Montée Gagnon. Ce jugement a été confirmée par la Cour d'appel le 6 avril 2022. Le 16 mars 2023, la permission d'appeler de ladite décision a été rejetée par la Cour Suprême.

### QUI EST VISÉ PAR CETTE ACTION COLLECTIVE ?

L'action collective vise toutes les personnes physiques résidant ou ayant résidé, entre le 6 mai 2006 et le 31 décembre 2013, à titre de propriétaire ou locataire, dans un immeuble situé sur un terrain en bordure de chaque côté de la Montée Gagnon, entre la Sablière Bouchard et le 1er Rang de Doncaster. Ainsi que toutes les personnes physiques résidant ou ayant résidé de façon régulière avec le propriétaire ou le locataire. (Ci-après appelé les « Membres ») Les adresses civiques suivantes sont visées:

1041, 1044, 1050, 1070, 1111, 1270 à 1360, 1269 à 1353, 1411, 1412 à 1548, 1425 à 1485, 1539 à 1553 et 1554, Montée Gagnon, et le 3160 chemin du Pin.

### QUI EST EXCLU PAR CETTE ACTION COLLECTIVE ?

Les résidents de résidences secondaires, occupées seulement la fin de semaine, et ceux qui résident seulement les mois d'hiver sont exclus du groupe.

### INFORMATION DE BASE

**Résumé de l'action collective**

Le Comité des citoyens pour la sauvegarde de notre qualité de vie (Val-David) réclame des indemnités pour les inconvénients subis par les résidents de la Montée Gagnon entre le 6 mai 2006 et le 31 décembre 2013 et occasionnés par l'exploitation de la Sablière Bouchard.

**Montant octroyé aux Membres**

Un montant de cinq mille dollars (5 000 $) par année avec intérêts pourra être versé aux Membres du groupe ne travaillant pas les jours de semaine.

Un montant de mille dollars (1 000 $) par année avec intérêts pourra être versé aux Membres du groupe ayant travaillé à l'extérieur de la résidence les jours de semaine.

Une somme supplémentaire de cent dollars (100 $) par année à chacun pourra être versée à titre de dommages punitifs, avec intérêts à compter du 28 mai 2019.

(Ci-après « Montants octroyés »)

À noter, que les honoraires et débours ainsi que le montant prévu à l'article de l'article 1(3) a), b) et c) du Règlement sur le pourcentage prélevé par le Fonds d'aide aux actions collectives devront être prélevé du Montant octroyé.

**Comment réclamer?**

Pour réclamer les Montants octroyés, un Membre du groupe devra remplir un formulaire de réclamation.

Ce formulaire est disponible en communiquant avec les avocats du Comité ou en ligne.

Le formulaire devra être accompagné d'une preuve de résidence pour les années visées.

Délai pour réclamer : **[…] 2025**

**Qui sont les défenderesses et leurs avocats?**

Paul Bouchard, Location Jean Miller inc., 9262-9310 Québec inc. faisant affaire sous le nom d'Excavation Miller 2014, et Jean Miller alias Jeannot Miller. Ils sont représentés par Me Jean-François Goulet et Me Jean- François Brière du cabinet Brière Goulet s.n., 1241 boulevard Dagenais Ouest, Laval (Qc), H7L 0A5.

**Qui représente les Membres dans ce dossier?**

Le Comité et leurs avocats Benoit Marion et Myriam Donato.

**Comment obtenir plus d'informations?**

Vous pouvez téléphoner ou écrire aux avocats du Comité.

Mes Benoit Marion et Myriam Donato
**BMMD avocats s.e.n.c.r.l.**
1170 Place du Frère-André, bur. 200
Montréal (Qc), H3B 3C
Tél. : 514 418-8233
bmarion@bmavocats.ca / mdonato@bmavocats.ca
Site web : https://www.bmmdavocats.ca/action-collective-montee-gagnon

# PIÈCE R-5

**TABLEAU POUR LES MEMBRES N'AYANT PAS TRAVAILLÉ À L'EXTÉRIEUR**

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| JANVIER | | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ |
| FÉVRIER | | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ |
| MARS | | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ |
| AVRIL | | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ |
| MAI | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | |
| JUIN | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | |
| JUILLET | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | |
| AOÛT | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | |
| SEPTEMBRE | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | |
| OCTOBRE | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | |
| NOVEMBRE | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | |
| DÉCEMBRE | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | 416,67 $ | |
| Total par année 1619 C.c.Q | 3 333,33 $ | 5 000,00 $ | 5 000,00 $ | 5 000,00 $ | 5 000,00 $ | 5 000,00 $ | 5 000,00 $ | 1 666,67 $ |
| D&I Punitifs | 100,00 $ | 100,00 $ | 100,00 $ | 100,00 $ | 100,00 $ | 100,00 $ | 100,00 $ | 100,00 $ |

**TOTAL MAXIMUM** 35 000,00 $

**INTÉRÊTS AU TAUX LÉGAL ET INDEMNITÉ ADDITIONNELLE**

| Année | Date pour le calcul |
|---|---|
| 6 mai 2006 au 5 mai 2007 | 06-mai-09 |
| 6 mai 2007 au 5 mai 2008 | 06-mai-09 |
| 6 mai 2008 au 5 mai 2009 | 06-mai-09 |
| 6 mai 2009 au 5 mai 2010 | 06-mai-10 |
| 6 mai 2010 au 5 mai 2011 | 06-mai-11 |
| 6 mai 2011 au 5 mai 2012 | 06-mai-12 |
| 6 mai 2012 au 5 mai 2013 | 06-mai-13 |
| 6 mai 2013 au 31 décembre 2013 | 31-déc-13 |

**TABLEAU POUR LES MEMBRES AYANT TRAVAILLÉ À L'EXTÉRIEUR**

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| JANVIER | | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ |
| FÉVRIER | | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ |
| MARS | | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ |
| AVRIL | | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ |
| MAI | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | |
| JUIN | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | |
| JUILLET | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | |
| AOÛT | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | |
| SEPTEMBRE | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | |
| OCTOBRE | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | |
| NOVEMBRE | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | |
| DÉCEMBRE | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | 83,33 $ | |
| Total par année 1619 C.c.Q | 666,67 $ | 1 000,00 $ | 1 000,00 $ | 1 000,00 $ | 1 000,00 $ | 1 000,00 $ | 1 000,00 $ | 333,33 $ |
| D&I Punitif | 100,00 $ | 100,00 $ | 100,00 $ | 100,00 $ | 100,00 $ | 100,00 $ | 100,00 $ | 100,00 $ |

**TOTAL MAXIMUM** 7 000,00 $

**INTÉRÊTS AU TAUX LÉGAL ET INDEMNITÉ ADDITIONNELLE**

| Année | Date pour le calcul |
|---|---|
| 6 mai 2006 au 5 mai 2007 | 06-mai-09 |
| 6 mai 2007 au 5 mai 2008 | 06-mai-09 |
| 6 mai 2008 au 5 mai 2009 | 06-mai-09 |
| 6 mai 2009 au 5 mai 2010 | 06-mai-10 |
| 6 mai 2010 au 5 mai 2011 | 06-mai-11 |
| 6 mai 2011 au 5 mai 2012 | 06-mai-12 |
| 6 mai 2012 au 5 mai 2013 | 06-mai-13 |
| 6 mai 2013 au 31 décembre 2013 | 31-déc-13 |

# PIÈCE R-6

ACTION COLLECTIVE | MONTÉE GAGNON | SABLIÈRE BOUCHARD

# FORMULAIRE DE RÉCLAMATION

À retourner au plus tard le [•] 2025

UN FORMULAIRE DE RECLAMATION DOIT ÊTRE REMPLI PAR RECLAMANT, MÊME POUR UNE MÊME ADRESSE. SI VOTRE RECLAMATION EST ACCEPTEE, UN CHEQUE VOUS SERA POSTE A L'ADRESSE INDIQUEE A LA PARTIE 1 DU FORMULAIRE.

NOTEZ QUE LES SOMMES POURRONT ÊTRE TRANSMISES UNIQUEMENT APRES LA FIN DU PROCESSUS DE RECLAMATION QUI POURRAIT PRENDRE PLUSIEURS MOIS. LE MONTANT AUQUEL VOUS AVEZ DROIT SERA CALCULE EN FONCTION DES INFORMATIONS INDIQUEES DANS VOTRE FORMULAIRE, DES DOCUMENTS JOINTS.

SI VOTRE RECLAMATION EST REFUSEE, VOUS RECEVREZ UN AVIS QUI VOUS INFORMERA DES MOTIFS DU REFUS ET DE VOTRE DROIT DE SOUMETTRE DES INFORMATIONS ADDITIONNELLES DANS LES 30 JOURS SUIVANTS.

| **PARTIE 1** | **RENSEIGNEMENTS ET COORDONNÉES ACTUELLES** |
|---|---|
| Si vous déménagez, vous avez la responsabilité d'informer les avocats du Comité de votre nouvelle adresse. | _____ Nom _____ Prénom |
| | _____ Numéro civique, rue, appartement |
| | _____ Ville Province Code Postal |
| | _____ Adresse courriel |
| | _____ Téléphone |
| | Je produis une réclamation pour moi-même : ☐ **oui** ☐ **non** |
| | Je produis une réclamation pour une personne décédée ou inapte : □ oui □ non.<br><br>**Si oui**, nom du Réclamant représenté :<br>_____ Nom _____ Prénom |
| | ☐ Je joins une preuve du décès ou du mandat en cas d'inaptitude |
| | ☐ Je joins une preuve de mon autorité pour agir |

| **PARTIE 2** | **RÉCLAMATION POUR LES RÉSIDENTS** |
|---|---|
| Remplir cette partie pour l'adresse où vous avez habité sur la Montée Gagnon entre 2006 et 2013 | J'ai résidé à l'adresse suivante entre 2006 et 2013 :<br><br>Adresse : _____<br><br>Cochez chacune des années et chacun des mois pendant lesquels vous avez résidé à cette adresse : |

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Janvier | ■ | | | | | | | |
| Février | ■ | | | | | | | |
| Mars | ■ | | | | | | | |
| Avril | ■ | | | | | | | |
| Mai | | | | | | | | |
| Juin | | | | | | | | |
| Juillet | | | | | | | | |
| Août | | | | | | | | |
| Septembre | | | | | | | | |
| Octobre | | | | | | | | |
| Novembre | | | | | | | | |
| Décembre | | | | | | | | |

Cochez la situation qui s'applique :

**JE DÉCLARE**,

☐que je n'habitais pas une résidence secondaire qui était occupée seulement les fins de semaine ou seulement les mois d'hiver

**ET**

☐ que je ne travaillais pas à l'extérieur de la résidence les jours de semaine.
Préciser les années : _____

**OU**

☐que je travaillais à l'extérieur les jours de semaine.
Préciser les années : _____

☐ Je joins une ou des preuve (s) de résidence pour les années concernées et les mois concernées couvrant toutes les années concernées :

*Voici la liste d'exemple de preuve admissible : Titre de propriété, compte de taxes, bail, factures de téléphone, d'Internet, d'Hydro-Québec, d'Énergir, relevé de carte de crédit, avis de cotisation d'une autorité fiscale, déclaration de revenus, lettre d'un organisme gouvernemental, d'une institution financière ou du Directeur général des élections.*

Si vous n'avez pas de preuve de résidence admissible:

☐ Je joins une déclaration sous serment attestant de votre adresse de résidence pour les années et les mois concernés.

*En cas de difficulté, veuillez communiquer avec les avocats du Comité.*

| | |
|---|---|
| Renseignements supplémentaires (au besoin). | _____<br>_____<br>_____<br>_____<br>_____ |

| **PARTIE 3** | **SIGNATURE** |
|---|---|
| Pour être valide, votre formulaire de réclamation doit être signé et daté.<br><br>Si votre réclamation est admise, un chèque vous sera posté à l'adresse mentionnée à la partie 1.<br><br>Si vous déménagez, vous avez la responsabilité d'informer les avocats du Comité de votre nouvelle adresse. | En apposant votre signature, vous indiquez que les renseignements fournis sont vrais et exacts. Toute fausse déclaration pourrait entraîner le rejet de votre réclamation. À sa discrétion, le greffe de la Cour supérieure du district de Terrebonne pourra vérifier les informations transmises.<br><br>Signé à _____, le _____<br>Ville Date<br><br>_____<br>Signature |

**TRANMISSION DE LA RÉCLAMATION**

Veuillez retourner votre formulaire de réclamation complété, signé et daté au plus tard le [•] 2025 par la poste ou par courriel aux coordonnées suivantes :

**Au Greffe de la Cour supérieure**
Dossier : 700-06-000004-095
Palais de justice de Saint-Jérôme
rue de Martigny Ouest
Saint-Jérôme (Québec)
J7Y 4Z1

Si vous avez des questions relativement à votre réclamation, vous pouvez communiquer avec les avocats du Comité au 514 418-8233 ou par courriel à bmarion@bmavocats.ca / mdonato@bmavocats.ca ou sur notre site internet https://www.bmmdavocats.ca/action-collective-montee-gagnon

**Avant de transmettre votre réclamation, assurez-vous que les documents suivants sont joints à votre courriel ou votre envoi postal :**

☐ Le Formulaire de réclamation complété, signé et daté.

☐ Les preuves établissant votre adresse pour toute(s) la ou les périodes pour lesquelles vous réclamez.

Si vous faites une réclamation pour une personne décédée ou inapte :

☐ La preuve de décès ou d'inaptitude.

☐ La preuve que vous êtes autorisé à agir pour cette personne.

## FEUILLET EXPLICATIF (À DÉTACHER)

Le jugement dans cette action collective ordonne le recouvrement individuel.

Selon l'article 599 du Code de procédure civile alinéa 2, les membres doivent produire leur réclamation au greffe du district dans lequel l'action collective a été entendue dans l'année qui suit le publication de l'avis. Le membre a donc un an pour soumettre son formulaire de réclamation au greffe de la Cour supérieure du palais de justice de Saint-Jérôme. **Ce délai prend fin le [•] 2025.**

**Au Greffe de la Cour supérieure**
Dossier : 700-06-000004-095
Palais de justice de Saint-Jérôme
rue de Martigny Ouest
Saint-Jérôme (Québec)
J7Y 4Z1

Toutefois, nous vous encourageons à remettre le formulaire ainsi que les pièces justificatives le plus tôt possible.

Dans le contexte d'un recouvrement individuel, les avocats des défendeurs peuvent, lors de l'instruction d'une réclamation individuelle, opposer à un réclamant un moyen préliminaire qu'il ne pouvait opposer auparavant au représentant (article 601 C.p.c.).

Le membre pourra prendre connaissance de ce moyen préliminaire et faire ses observations par écrit dans les 15 jours. Le membre sera accompagné des avocats du Comité lors de ce processus.

Le greffier spécial ou la Cour décidera de votre réclamation et du montant à octroyer.

**Le Montant octroyé**

Le montant octroyé à chaque réclamant dépend de la période auquel le réclamant résidait aux adresses visées par l'action collective.

En ce qui concerne le montant final que recevra le membre, les coûts suivants devront être prélevés du montant octroyé soit les honoraires et les débours dus aux avocats du Comité dans la mesure fixée par le tribunal et un montant que le Fonds d'aide aux actions collectives est en droit de prélever en vertu de l'article 42 de la Loi sur le *Fonds d'aide aux actions collectives* et de l'article 1(3) a), b) et c) du *Règlement sur le pourcentage prélevé par le Fonds d'aide aux actions collectives* (ci-après « Règlement du Fonds »);

Les pourcentages prévus selon l'article 1(3) du Règlement du Fonds sont : *a*) 2% sur toute réclamation inférieure à 2 000 $; *b*) 5% sur toute réclamation supérieure à 2 000 $ et inférieure à 5 000 $; *c*) 10% sur toute réclamation supérieure à 5 000 $.

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE TERREBONNE
COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)

N° : 700-06-000004-095

**LE COMITÉ DES CITOYENS POUR LA SAUVEGARDE DE NOTRE QUALITÉ DE VIE (VAL-DAVID)**

Demandeur

et

**CLAUDE NANTEL ET *AL.***

Membres désignés

c.

**PAUL BOUCHARD**
**LOCATION JEAN MILLER INC. ET *AL*.**

Défendeurs

et

**FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES**

Mis en cause

**DEMANDE D'ORDONNANCES ET D'AUTRES CONCLUSIONS DÉCOULANT DU JUGEMENT SUR L'ACTION COLLECTIVE EN VUE DE SON EXÉCUTION ET DE FACILITER CELLE-CI**

**LISTE DE PIÈCES DU DEMANDEUR**

**PIÈCES R-1 à R-6**

**ORIGINAL**

**BMMD Avocats S.E.N.C.R.L.**
**Me Benoit Marion (bmarion@bmavocats.ca)**
**Me Myriam Donato(mdonato@bmavocats.ca)**
**Avocats du demandeur**
1170, Place du Frère-André, bureau 200, Montréal (Québec) H3B 3C6
Téléphone : 514 418-8233 | Télécopieur : 514 418-8234
N/D : BMMD00001 | AM0C92